

China Analysis

Les Nouvelles de Chine

n°34

Avant-Propos

DOSSIER :

LA CHINE ET L'ASIE CENTRALE

1. Renforcer l'OCS pour profiter de la compétition entre puissances en Asie centrale
2. Les relations énergétiques entre la Chine et l'Asie centrale
3. Pétrole contre investissements : pas de coopération au delà de l'énergétique ?
4. L'instabilité politique du Kirghizistan inquiète la Chine

REPÈRES

5. L'endettement des collectivités locales chinoises : les prémisses d'une crise ?
6. La Chine au secours de l'Europe : « générosité bienveillante » ou « machiavélisme financier »
7. Dette, corruption, insécurité... L'impossible réforme du ministère des Chemins de fer ?
8. L'État chinois forme ses cadres symboles d'ouverture
9. Ma Ying-jeou et l'économie : un bilan contesté

DÉCALAGE

10. Politique étrangère : revenir à la modestie



AVANT- PROPOS

Prudente et même modeste, telle est la Chine qui se dessine dans ce numéro de *China Analysis* consacré à l'Asie centrale. Les analystes chinois soulignent eux-mêmes les limites de l'influence de la RPC dans la région. Nous sommes d'abord surpris par les estimations très basses données du volume commercial bilatéral : 20 milliards de dollars en 2010 selon un des auteurs, contre près de 33 milliards d'après le FMI. Un véritable débat est aussi décelable sur l'approche à adopter à l'égard de l'Asie centrale. À une vision quasi-paranoïaque de la stratégie russe et surtout américaine dans la région - qui feraient tout leur possible pour nuire aux intérêts chinois - s'oppose une position pragmatique qui souligne les intérêts communs entre ces puissances et l'absence d'une stratégie américaine qui serait orientée dans son ensemble contre les avancées chinoises ou contre la stabilité du Xinjiang.

Les analystes chinois fustigent l'inconsistance des mécanismes de coopération régionaux. Ce serait un frein au développement des échanges avec la région, en particulier dans le domaine énergétique. Plus généralement, ils soulignent la difficulté à influencer des régimes dont la concentration des pouvoirs paraît excessive, même du point de vue chinois. C'est dans le domaine sécuritaire que ce besoin de coopération se fait le plus ressentir et où les propositions sont les plus audacieuses. En particulier après la crise kirghize de 2010, qui a mis à jour l'incapacité de réaction de l'Organisation de coopération de Shanghai et de la Chine.

À contre courant d'une Chine qui met à flot son premier porte-avion le 10 août 2011, symbole de ses capacités maritimes à venir, et qui joue des coudes en mer de Chine du sud, c'est une puissance pas tout à fait sûre d'elle-même qui ressort de ce numéro de *China Analysis*. Sur le plan rhétorique, Wang Jisi appelle au

dépassement de la formule controversée de Deng Xiaoping, « cacher ses talents et attendre son heure, tout en faisant des contributions » (韬光养晦, 有所作为, *Taoguangyanghui, yousuo zuowe*), pour tendre vers une véritable « modestie » en relations internationales.

Cette prudence à l'international, qui se retrouve dans les hésitations chinoises à secourir la zone euro, pourtant premier pas vers le système monétaire international à trois piliers (dollar, euro, yuan) qu'elle appelle de ses vœux, se fait le prolongement de ses difficultés internes. La question de la dette des collectivités locales chinoises qui atteint les 10 000 milliards de yuan, est mise en lumière. Et en particulier les artifices auxquels ont dû recourir les autorités locales, notamment l'émission « d'obligations quasi-municipales », qui font l'originalité de la situation et qui rendent très difficile une réponse de l'Etat central. D'autant plus que la complexité de ces mécanismes ne fait que couvrir une réalité beaucoup plus simple : une véritable crise des finances locales qui pâtit de la sur-centralisation des recettes fiscales.

En parallèle, l'accident de train du 23 juillet 2011 a une nouvelle fois mis en lumière l'irresponsabilité des cadres tout comme l'irrépressible tendance des autorités à la dissimulation. Ce qui n'a fait que contribuer à l'explosion des interrogations sur les réseaux sociaux, le secteur ferroviaire devenant le catalyseur des critiques contre le gouvernement. Notre source, antérieure à l'accident, revient sur le limogeage du ministre des Chemins de fer en février 2011 et donne des pistes quant aux évolutions possibles d'un ministère sclérosé par la corruption et la surconcentration des pouvoirs. L'État central semble conscient de ses faiblesses intérieures mais il ne leur apporte des remèdes qu'à la marge. Pour répondre à ses problèmes de légitimité, il tend à intégrer de manière croissante dans l'administration

des personnalités non-membres du PCC. Cette ouverture, principalement confinée aux secteurs techniques reste toutefois davantage pensée comme une absorption de talents qu'une libéralisation.

Lorsque nous nous tournons vers Taiwan, la campagne pour les présidentielles de début 2012 est en marche. Malgré son bilan économique exemplaire, une réélection paraît loin d'être certaine pour l'actuel président Ma Ying-jeou, attaqué sur les conséquences sociales de sa politique libérale. Taiwan est elle aussi déchirée par la globalisation et voit se creuser le fossé entre taux de croissance et niveau de vie de la population. Tendrait-on alors vers une nouvelle polarisation du débat politique sur l'île, davantage centrée sur les conséquences économiques et sociales du rapprochement avec la Chine continentale que sur ce rapprochement lui-même ?

**Jérôme Doyon et
François Godement**

Au cœur de la compétition entre les puissances en Asie centrale, la Chine refuse l'idée d'un nouveau « Great Game », et surtout d'y prendre part¹. Elle revendique une place à part : en jouant davantage sur les liens économiques que sur les relations de pouvoir géopolitiques, elle se ferait moins prédatrice et plus proche des Etats de la région. Son poids économique croissant dans la région – entre 2008 et 2009, son commerce avec les cinq Etats d'Asie centrale (Turkménistan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Kazakhstan, Tadjikistan) dépasse celui de la Russie de même que celui des 27 Etats de l'UE en 2010 - va toutefois de pair avec la montée d'un sentiment de « menace chinoise » en Asie centrale, en particulier dans le domaine énergétique où la Chine se fait de

plus en plus présente. L'ampleur de la présence économique chinoise dans la région, qui reste risquée au vue de son instabilité, et la question omniprésente de la sécurité du Xinjiang, poussent la RPC à une implication politique croissante. Hu Jintao a ainsi visité à trois reprises l'Asie centrale depuis 2009 et Wen Jiabao s'est rendu à une réunion de l'Organisation de coopération Shanghai au Kazakhstan en 2010. L'OCS, qui fêtait ses dix ans en juin, est le principal outil de l'influence diplomatique chinoise dans la région et son importance internationale est donc une question primordiale pour les analystes chinois. Afin de garantir son futur, vaut-il mieux que l'organisation s'élargisse à de nouveaux membres, tels l'Inde,

DOSSIER : LA CHINE ET L'ASIE CENTRALE

le Pakistan ou la Mongolie, ou qu'elle approfondisse les mécanismes de coopération entres ses membres ? S'opposent alors en filigrane, une Russie en faveur de cet élargissement, et une Chine qui promeut un approfondissement de l'organisation, craignant sa dilution. Dans le contexte d'un retrait progressif des forces américaines d'Afghanistan, c'est le rôle de stabilisateur régional de l'OCS qui est au cœur du débat. Face aux pressions russes et américaines si près de ses frontières, la Chine veut remodeler l'équilibre des puissances en Asie centrale. La non-réponse à la crise kirghize de 2010 devient le symbole des limites de l'influence chinoise dans la région, ce qui l'amène à repenser le sacro-saint principe de non-ingérence. Sans la nommer, elle semble souhaiter l'avènement d'une alliance sécuritaire autour de l'OCS.

¹ Zhao Huasheng, « China's view of and expectations from the SCO », intervention à la conférence du 17 décembre 2010 « The Shanghai Cooperation Organisation: Same bed, different dreams? », dans le cadre du cycle de conférence « Discutons l'Asie » d'Asia Centre et du Musée Guimet.



1. Renforcer l'OCS pour profiter de la compétition entre puissances en Asie centrale

JÉRÔME DOYON

SOURCES :

- Sun Zhuangzhi², « Analyse des points de tension et tendances sécuritaires en Asie centrale », *Xinjiang shifan daxue xuebao*, vol. 32, n° 2, mars 2011.

- Sheng Shiliang³, « Réflexion globale sur les réponses à donner aux problèmes sécuritaires en Asie centrale », *Eluosi zhongya dong'ou yanjiu* - Russian Central Asian and East European Studies, 2011, n°1.

- Wang Haiyun⁴, « Penser la situation sécuritaire en Asie centrale et le renforcement

2 Sun Zhuangzhi est directeur du Centre d'étude sur l'OCS à l'Académie chinoise de sciences sociales (CASS).

3 Sheng Shiliang est directeur du Laboratoire politique de l'Institut de développement des sociétés eurasiatiques au sein du centre de recherche en développement du Conseil d'État et analyste senior pour Xinhua.

4 Wang Haiyun est directeur du Centre de recherche en diplomatie énergétique de la fondation chinoise pour les relations internationales et enseignant à l'Université de la défense nationale. Il fut général de division et attaché militaire en Russie.

de la coopération pour le maintien de la stabilité au sein de l'OCS », *Eluosi zhongya dong'ou yanjiu* - Russian Central Asian and East European Studies, 2011, n° 1.

- Zhao Huasheng⁵, « Mettre en lumière les relations entre la Russie et l'OCS », *Guoji wenti yanjiu*, 2011, n°1.

Les analystes chinois sont très loin de verser dans le triomphalisme quant ils abordent la question de l'Asie centrale. Bien que de plus en plus liée à la Chine aussi bien en termes économiques – ce pays est désormais le principal partenaire commercial de la région et la première source d'investissements étrangers – que politiques, avec le poids prépondérant de la Chine au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), la région reste d'abord un des hauts lieux de la « lutte pour les ressources naturelles » entre les puissances. Les États-Unis et la Russie sont en perpétuelle concurrence pour le développement de pipelines et sur la question de leurs bases militaires dans la région, en particulier au Kirghizistan où tous deux sont présents⁶. À une moindre échelle, d'autres acteurs extérieurs se font de plus en plus présents dans la région. L'Union européenne (UE) investit elle aussi de manière croissante dans la région et le développement des relations économiques entre les deux zones a été accéléré par l'attribution au Kazakhstan de la présidence tournante de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) en 2010. Sheng Shiliang nous rappelle que le plan d'aide de l'UE à l'Asie centrale pour 2007-2013 s'élève à 719 millions de dollars. L'Inde renforce aussi sa présence en développant une stratégie de « montée vers le nord », en particulier avec

5 Zhao Huasheng est directeur du Centre d'études sur la Russie et l'Asie centrale de l'Université Fudan, Shanghai.

6 Sur la question des bases militaires au Kirghizistan voir l'article de Martina Bassan dans ce numéro.

le développement du pipeline TAPI depuis 2010 avec le Turkménistan, le Pakistan et l'Afghanistan. L'Asie de l'Est n'est pas en reste avec la Corée du sud qui développe les échanges officiels avec les États de la région, invitant en 2010 les présidents ouzbek et kazakh sur son territoire, ou encore le Japon, qui est à l'initiative de la création, en 2010, d'un système de rencontre des ministres des Affaires étrangères « Japon + Asie centrale ». Comme le note Sun Zhuangzhi, cette concurrence grandissante suscite une pression croissante sur la Chine, qui doit défendre ses intérêts dans la région.

Selon Sun, la Chine a un intérêt croissant dans la région avec des relations sécuritaires de voisinage qui dépassent désormais largement les problématiques traditionnelles de sécurité des frontières. La Chine doit protéger ses investissements dans la région qui dépassent les 10 milliards de dollars et ses approvisionnements en énergie. Elle doit aussi se pencher sur la stabilité de ses voisins pour garantir la sienne. Les différends frontaliers avec le Kazakhstan, le Tadjikistan et le Kirghizistan ont été respectivement résolu par des accords en 1994, 1996 et 2002, ce qui garantit la stabilité de la frontière nord-ouest. La question désormais prépondérante du point de vue chinois est la sécurité du Xinjiang et la lutte contre les « trois fléaux » que sont le séparatisme, l'extrémisme religieux et le terrorisme. La Chine vise alors à impliquer de manière croissante les États d'Asie centrale contre les mouvements séparatistes ouïgours. Ces États sont ceux qui hébergent la plus grande population ouïgours hors de Chine et les groupes séparatistes y sont nombreux selon Sun Zhuangzhi. À la question séparatiste s'ajoute les problèmes

« Il faut garantir la compétition entre une multitude d'acteurs en Asie centrale car c'est le seul moyen pour que la Chine et la Russie puissent tirer leur épingle du jeu. »

des troubles au Kirghizistan qui partage 1000 km de frontière avec la Chine, de même que dans la vallée du Ferghana, aussi très proche. L'État chinois veut alors renforcer la coopération de sécurité avec la région via l'OCS, pour lutter contre le terrorisme et le trafic de drogue, pour assurer la sécurité des approvisionnements énergétiques, ou encore pour garantir la sûreté des ressortissants chinois travaillant en Asie centrale.

Toutefois selon Wang Haiyun, il n'existe pas de véritable système de maintien de la stabilité dans la région au-delà de la collaboration anti-terroriste. En ce qui concerne les autres menaces à la stabilité, les membres de l'OCS s'en sont tenus à des discussions en temps de crise qui sont restées lettre morte. Pour Wang ces comportements doivent changer, les obstacles

juridiques au sein de l'organisation doivent être éliminés pour développer des mécanismes de coopération sécuritaire et dépasser les « discussions vides » (空谈, *kongtan*). La crise de 2010 au Kirghizistan est pour les auteurs un exemple flagrant des limites de l'influence politique de la Chine en Asie centrale. Finalement, bien qu'elle mette l'accent sur l'aspect sécuritaire, l'influence chinoise dans la région est surtout forte en matière économique souligne Sheng Shiliang.

Selon Sun Zhuangzhi, un des freins principaux à l'élargissement de l'influence politique chinoise en Asie centrale est la popularité qu'y rencontre le « paradigme de la menace chinoise » (中国威胁论, *Zhongguo weixie lun*), allégrement utilisé par les pays occidentaux, la Russie, le Japon ou l'Inde. Sun cite une enquête d'opinion réalisée au Kirghizistan

dans laquelle seul 1,36 % des personnes interrogées ont cité la Chine comme le pays le plus amical à l'égard de leur pays, contre 52,67 % pour la Russie. Selon une enquête similaire menée au Kazakhstan, 69 % des interrogés voient la Chine comme le pays le plus menaçant économiquement. Finalement pour Sun, la Chine se place dans une position très difficile dans la « bataille du soft power » en Asie centrale, malgré ses relations historiques avec la région et ses investissements massifs. Il s'agit d'un des principaux points sur lesquels la Chine doit travailler dans ses relations avec les États d'Asie centrale.

Pour Sun Zhuangzhi, ces différents obstacles rendent impossible à moyen terme un retournement de situation dans la région où la Chine prendrait le leadership à la place de la Russie. Selon Sheng Shiliang, les pays d'Asie centrale ont véritablement besoin de la Russie : celle-ci exporte des travailleurs, ce qui est important dans le contexte de manque de main-d'œuvre en Asie centrale ; elle est aussi un important point de passage vers les marchés européens, ce qui est capital pour la diversification des exportations des pays d'Asie centrale ; la Russie est aussi une source d'investissements étrangers très importante, ainsi qu'un marché capital pour les produits agricoles et industriels d'Asie centrale ; enfin, elle aide à développer à des prix avantageux les technologies d'extraction de ressources énergétique et d'armement dans la région. Outre la Russie, les États-Unis vont certes diminuer leur présence militaire dans la région mais pas l'abandonner, comme le souligne Sun. Ils ne comptent pas en laisser le contrôle à la Chine et la Russie. Sheng Shiliang va plus loin en décrivant une stratégie américaine qui vise à diviser pour régner. Les États-Unis s'appuieraient sur la Russie pour contenir l'expansion de l'influence chinoise dans la région et, parallèlement, sur la Chine pour affaiblir la position russe.

Cette vision négative de la stratégie américaine en Asie centrale ne fait toutefois pas l'unanimité parmi les universitaires chinois, comme en témoigne un colloque sur « la politique américaine en Asie centrale et les relations sino-américaine » qui s'est tenu à l'Université de Lanzhou en novembre 2010⁷. L'intervention conclusive de Yang Shu⁸, en particulier, appelle à dépasser la vision selon laquelle les États-Unis sont à l'origine de tous les maux de la Chine en Asie centrale. Pour Yang, tant du point de vue de la sécurité énergétique et des investissements que de la lutte anti-terroriste, les intérêts des deux puissances ne sont pas si éloignés. Il note d'ailleurs que les États-Unis n'ont jamais fait obstruction aux projets de pipelines lancés par la Chine en Asie centrale. Par ailleurs, il tempère les critiques sur les financements américains des organisations séparatistes ouïgoures, en appelant à ne pas surestimer l'importance de ce soutien qui serait de 50 000 dollars par an et en soulignant que les États-Unis n'ont pas de stratégie particulière à l'égard du Xinjiang.

Au sein de ces jeux de puissances, la vision avancée par Sheng Shiliang et qui semble être partagée par les autres auteurs est qu'il est nécessaire de garantir la compétition entre une multitude d'acteurs en Asie centrale car c'est le seul moyen pour que la Chine et la Russie puissent tirer leur épingle du jeu, et c'est dans l'intérêt des pays d'Asie centrale. La Russie et la Chine conservent cependant des approches très différentes de la région. L'outil principal de la Chine pour garantir et étendre son influence dans la région est l'OCS, une organisation qui, selon Zhao Huasheng,

7 « La politique américaine en Asie centrale et les relations sino-américaines », sélections du colloque sur la politique américaine en Asie centrale et les relations sino-américaines, *Heping yu fazhan*, n° 6, décembre 2010.

8 Yang Shu est directeur du centre de recherche sur l'Asie centrale à l'Université de Lanzhou.

diffère des autres qui existent en Asie centrale par son caractère ouvert, ce qui lui garantit une plus grande influence internationale. Elle ne se calque pas comme la Communauté des États indépendants (CEI) ou l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) sur les frontières de l'ex-URSS. Cela fait toutefois de l'OCS une organisation « étrangère » du point de vue russe, ce qui ne facilite pas l'implication de ce pays. La Russie a ainsi tendance à davantage fonctionner à travers les structures dont elle est à l'origine pour organiser sa collaboration avec l'Asie centrale, en particulier en matière économique. Au sein de l'OCS, la Russie est relativement passive sur le plan économique, remarque Zhao Huasheng, mis à part sa proposition de former un « club de l'énergie » en 2007. Elle n'a ainsi montré que très peu d'enthousiasme vis-à-vis de la proposition chinoise de créer une « zone de coopération économique de l'OCS » car elle craignait que cela renforce l'assise économique de Pékin dans la région. La Russie est bien plus présente en matière sécuritaire ; toutefois, contrairement à la Chine, ses objectifs premiers ne sont pas la lutte contre le séparatisme ou le terrorisme mais plutôt contre le trafic de drogue note Zhao. Bien qu'il ne s'agisse que de différences légères pour Zhao Huasheng, le trafic de drogue étant une source de financements importante du terrorisme, cela ne rend toutefois que plus difficile de cerner des intérêts communs clairs entre la Chine et la Russie dans la région.

Selon Zhao Huasheng, la Russie accueillerait assez positivement un potentiel élargissement de l'OCS, pour accueillir par exemple le Turkménistan ou la Mongolie si ceux-ci en exprimaient le désir. Elle serait même particulièrement intéressée par une potentielle

intégration de l'Inde avec qui elle entretient de bonnes relations. Du point de vue russe, une entrée de l'Inde dans l'OCS renforcerait considérablement l'importance internationale

« Il est nécessaire d'organiser un système d'assistance au sein de l'OCS, afin d'aider les États membres à régler leurs problèmes intérieurs. »

de l'organisation et permettrait de contrebalancer le poids de la Chine en son sein. Selon Peng Pei, lectrice à l'Université de Jiangnan à Wuhan⁹, l'intégration de l'Inde à l'OCS ne serait qu'une question de temps, celle-ci ayant déjà acquis le statut d'observateur. Cela permettrait de renforcer la coopération sino-indienne sur la sécurité des lignes d'approvisionnement énergétiques de même qu'au niveau de la lutte anti-

terroriste, des problèmes communs aux deux puissances. Il reste cependant trois obstacles à cette intégration : le contentieux frontalier avec la Chine, la question du Tibet et des tibétains réfugiés en Inde, ainsi que les relations conflictuelles entre l'Inde et le Pakistan. Pour Peng, il faut s'inspirer des expériences de résolution des contentieux frontaliers entre la Chine et les pays d'Asie centrale pour régler la question de la frontière sino-indienne. En outre, l'Inde doit respecter ses déclarations officielles reconnaissant la souveraineté chinoise sur le Tibet et ne pas permettre le développement d'un mouvement antichinois sur son territoire. En ce qui concerne le Pakistan, Peng envisage une résolution tripartite du conflit avec la Chine pour modérateur, qui permettrait d'améliorer les trois relations bilatérales et d'envisager l'entrée à moyen terme de l'Inde et du Pakistan dans l'OCS.

⁹ Peng Pei, « Les relations de partenariat sécuritaire sino-indiennes du point de vue de l'OCS », *Xue Lilun*, n° 33, août 2010.

Dans un article sur la question¹⁰, Chen Jidong et Zhang Renfeng¹¹ avancent aussi qu'une entrée groupée de l'Inde et du Pakistan dans l'OCS est la seule solution convenable à moyen terme. Pour ceux-ci, l'intégration du Pakistan serait très favorable à l'OCS du fait de la place centrale de ce pays dans la lutte anti-terroriste et dans le règlement de la crise afghane. Le Pakistan constituerait aussi du point de vue économique un accès à l'océan Indien pour les pays d'Asie centrale et un débouché pour leurs ressources énergétiques, ses propres réserves n'étant plus suffisantes. La situation interne du pays, et en particulier de la zone frontalière avec l'Afghanistan, est toutefois trop instable pour envisager une intégration à court terme.

Une priorité donnée à l'élargissement de l'OCS pourrait toutefois avoir pour contrepartie d'empêcher un approfondissement des relations de coopération entre les membres. Wang Haiyun ne mentionne ainsi pas la question de l'élargissement et se concentre sur les difficultés actuelles de l'OCS, qui ne parvient pas à mettre en application les missions et tâches décrites par les différentes déclarations et documents officiels pour établir un véritable système de garantie de la stabilité dans la région. Il faut, selon Wang, d'abord mettre en place une agence en charge de faire respecter les règles au sein de l'organisation pour pouvoir ensuite organiser un partage des renseignements entre les pays membres et établir des plans d'action communs. Il s'agirait d'élargir considérablement les dispositifs existants pour les exercices militaires communs, « missions de paix ». À terme, chaque pays devrait aussi mettre à disposition des troupes d'intervention rapide.

10 Chen Jidong, Zhang Renfeng, « L'intégration du Pakistan à l'OCS : nécessité et obstacles », *Xueshu shensuo*, n° 5, octobre 2010.

11 Chen Jidong est professeur au centre de recherche sur l'Asie du Sud à l'Université du Sichuan et Zhang Renfeng est doctorant dans le même institut.

Il est nécessaire pour Wang d'organiser un système d'assistance au sein de l'OCS, le but étant d'aider les États membres à régler leurs problèmes intérieurs, en particulier quand des forces extérieures sont en jeu. Il faut pour cela mettre en place des mécanismes de réunions de crise et que le pays en question puisse inviter l'OCS à intervenir sur son territoire ; c'est le seul moyen de parvenir au consensus entre les membres et de dépasser le principe de non-intervention. Les organisations se doivent ainsi par moment « d'aliéner » une partie de la souveraineté d'un pays en crise et l'OCS ne peut pas faire exception, selon Wang.

L'OCS doit aussi se préparer à faire face au « désordre » laissé en Afghanistan après le futur retrait américain. Il faut, selon Wang, créer un cordon de protection contre le trafic de drogue et les activités terroristes autour de l'Afghanistan en impliquant les voisins et en particulier le Pakistan en tant qu'observateur au sein de l'OCS, pour soutenir ensuite le gouvernement central afghan « selon la manière adéquate » dans sa lutte contre le terrorisme et dans la reconstruction économique du pays. De manière générale, l'OCS doit élargir ses mécanismes de coopération sécuritaire en impliquant davantage les États de la région et les autres organisations existantes, en particulier l'OTSC. L'objectif est de mettre un terme à la perpétuelle compétition entre ces structures pour tendre vers un règlement efficace des problèmes de l'Asie centrale.



2. Les relations énergétiques entre la Chine et l'Asie centrale

JEAN-PIERRE CABESTAN

SOURCES :

- Lan Peng, « Analyse de la faisabilité de la coopération dans le domaine énergétique entre la Chine et l'Asie centrale sur la base de la méthode SWOT (Strengths, Weaknesses, Opportunities, Threats) », *Kejiao daokan - Le Guide des sciences et de l'éducation*, novembre 2011, p. 240-241.
- Qiang Xiaoyun, « L'Avenir de la coopération multilatérale au sein de l'OCS-Analyse des perspectives de coopération en matière de gazoducs », *Shanghai shangxueyuan xuebao - Journal de l'école de commerce de Shanghai*, n° 2, vol. 11, mars 2010, p. 42-45.
- Xie Wenxin, « La coopération pétrolière et gazière entre la Chine et l'Asie centrale : analyse et réflexions », *Jingjishi - L'Économiste*, n° 2, 2011.
- Xu Xiaotian¹² et Wang Cong, « Le gazoduc TAPI et le jeu énergétique en Asie centrale » ; *Shijie zhishi - Connaissance du monde*, février 2011, p. 30-31.

12 Xu Xiaotian est directeur adjoint de la division de recherche sur l'Asie centrale au China Institute of contemporary international relations (CICIR).

La Chine entend renforcer sa coopération énergétique avec l'Asie centrale et les pays de la mer Caspienne. Cette coopération rentre dans le cadre d'une approche stratégique et géopolitique de cette région du monde, une zone dont la Chine se sent chaque jour un peu plus voisine et le partenaire privilégiée. Les quatre articles présentés ci-dessous l'attestent.

Le premier texte, signé Lan Peng, de l'Institut politico-juridique de l'Université géologique de Chine à Wuhan, milite très clairement, sur la base de l'analyse classique dite « SWOT » (forces, faiblesses, opportunités et menaces), pour un développement de la coopération entre la Chine et l'Asie centrale dans le domaine énergétique. L'analyse proposée reste cependant prudente et réaliste.

Lan commence par mettre en lumière les risques que présentent les autres régions du monde en termes d'approvisionnement de pétrole et de gaz. Le Moyen-Orient (61 % des réserves de pétrole et 41 % des réserves de gaz naturel de la planète) est trop instable ; l'Afrique présentent d'autres inconvénients comme les problèmes ethniques ou les risques terroristes ou encore l'éloignement par rapport à la Chine ; il en est de même de l'Amérique latine, qui demeure par ailleurs dans l'ensemble trop proche sur le plan géopolitique des États-Unis.

Reste donc l'Asie centrale. Ses « forces », ce sont la proximité et l'avantage géopolitique dont jouit la Chine mais aussi le bénéfice que cette région apporte au développement de l'ouest du territoire chinois. Les principales « faiblesses » de la coopération énergétique sino-eurasiatique sont l'arriération relative de la technologie chinoise, le caractère tardif de la diplomatie énergétique de la Chine, et l'influence en Asie centrale de la « théorie de la menace pétrolière chinoise » (中国石油威胁论, *Zhongguo shiyou weixielun*), autant de

facteurs de nature à freiner toute coopération. Les « occasions » à saisir sont : l'importance relative des réserves de pétrole (8 % des réserves mondiales) et de gaz (4,3 %), l'offre existante et, surtout, le cadre diplomatique propice qu'offre l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). Enfin, les « menaces » sont, d'une part, la concurrence entre les grandes puissances, notamment entre la Russie et les États-Unis et, d'autre part, le conflit juridique qui entoure le statut de la mer Caspienne (mer ou lac) et ses implications en termes de partage des eaux.

Pour la Chine, la solution consiste à s'appuyer sur l'OCS pour garantir la sécurité de son pourtour, développer des relations cordiales avec l'ensemble des pays riverains de la mer Caspienne ainsi qu'avec les États engagés dans l'exploitation des ressources, approfondir ses relations commerciales avec ses voisins d'Asie centrale et renforcer la taille, la gestion, bref la puissance des sociétés pétrolières chinoises. Au total, l'auteur endosse la politique de son pays qui consiste à accroître sa dépendance énergétique de l'Asie centrale au détriment des autres régions du monde. Mais il laisse de côté trois limites évidentes à cette politique : la faiblesse relative des réserves, la présence d'autres clients majeurs et le rôle peu convainquant du « club de l'énergie » de l'OCS, dont la création fut annoncée en 2007, mais auquel cet article ne fait même pas allusion¹³.

Qiang Xiaoyun, du centre de recherche sur la Russie et l'Asie centrale de l'Institut d'étude des questions internationales de Shanghai (Shanghai Institute of International Studies), fait lui aussi grand cas du rôle joué par l'OCS dans la mise en place d'une coopération

13 Sur ce dernier point, cf. Hélène Rousselot, « Le Club de l'énergie de l'OCS, un élément (moteur) d'intégration régionale ? », in « La Chine et l'Asie Centrale », *Relations internationales*, n° 145, hiver 2011, p. 117-132.

énergétique multilatérale et la construction du gazoduc Turkménistan-Xinjiang, entré en service en décembre 2009. Long de 188 km sur le territoire turkmène, ce gazoduc traverse l'Ouzbékistan (530 km) et le Kazakhstan (1300 km) avant de rejoindre le réseau chinois (8000 km jusqu'à l'est du pays). Certes, Qian entend d'abord rappeler que ce projet est destiné à mieux garantir la sécurité énergétique de la Chine. En 2008, la Chine produisait 76 milliards de m³ de gaz naturel pour une consommation qui s'élevait déjà à 80,7 milliards de m³. Bien que, cette année-là, la dépendance extérieure (5,8 %) fût encore modeste, celle-ci est appelée à croître. En effet, en 2010, les besoins extérieurs chinois en gaz naturel étaient estimés entre 30 et 40 milliards ; en 2015, ils s'élèveront à 50-60 milliards de m³ et, en 2020, à 80-90 milliards de m³. Les importations d'Asie centrale permettent déjà une réduction de la dépendance de la Chine à l'égard du gaz naturel liquéfié (GNL), importé par mer et donc plus exposé aux menaces du terrorisme et de la piraterie. En 2008 également, la Chine a importé 3,3 millions de tonnes de GNL, principalement d'Australie (80 %), les autres fournisseurs étant le Qatar, l'Algérie et le Nigéria.

Mais Qiang veut surtout nous démontrer que ce gazoduc constitue aussi une solution « gagnant gagnant » (共赢, *gongying*), (une de plus !), susceptible d'apporter plus d'un bénéfice aux pays d'Asie centrale. Non seulement ce projet, accroissant le nombre d'acheteurs de son gaz, renforce la position du Turkménistan dans la négociation, notamment en matière de prix mais, de plus, il stimule également les économies ouzbek et kazakhe. Plus important, ce gazoduc a joué un « rôle modèle » pour la coopération multilatérale au sein de l'OCS et a contribué « à un règlement approprié des contradictions entre les pays de la région », Qiang faisant ainsi allusion aux mauvaises relations entretenues entre les trois pays d'Asie centrale concernés, en particulier

entre l'Ouzbékistan et ses voisins. Bien que l'auteur se garde d'insister sur le fait que le Turkménistan ne fait pas partie de l'OCS, il espère à demi-mot que ce gazoduc pourra finalement faire sortir ce pays de la position de neutralité dans laquelle il s'est enfoncé et, à terme, le convaincre de rejoindre l'OCS.

Au fond, ce que veut démontrer l'auteur, c'est la dimension politique et stratégique de ce gazoduc, un projet qui, à ses yeux, n'a aucun ennemi ou détracteur puisque même les Russes et les Américains y ont apporté leur concours technique. Bref, un bel exemple de cette montée en puissance « bénigne » de la Chine.

Toutefois, la situation énergétique en Asie centrale et autour de la mer Caspienne reste complexe et ouverte si l'on en croit Xie Wenxin, de l'Institut central des minorités à Pékin. La mer Caspienne renfermerait 12 à 15 milliards de tonnes de pétrole et 11 à 12 trillions de m³ de gaz, l'Asie centrale respectivement 2 milliards de tonnes et 3 trillions de m³. La situation économique intérieure des pays d'Asie centrale reste fragile et leur dépendance à l'égard des exportations de produits énergétiques très forte. Depuis l'éclatement de l'Union soviétique, de nombreux pays sont partie prenante à l'exploitation de ces ressources, contribuant à y affaiblir le poids de la Russie (États-Unis, Royaume-Uni, France, Turquie, Iran, Japon, etc.). Pour l'auteur, les entreprises pétrolières américaines y ont acquis une position dominante, contrôlant 75 % des nouveaux champs pétrolifères exploités, avec un investissement de 30 milliards de dollars représentant 30 à 40 % des investissements étrangers au Kazakhstan comme en Azerbaïdjan. Les autres pays cités sont loin de rester inactif. Pour autant,

« Utiliser la position géopolitique de la Chine pour attirer la Russie dans un jeu qui consiste à y contrer le rôle des États-Unis et du Japon. »

les capitales d'Asie centrale tirent parti de la concurrence entre grandes puissances. Elles ont maintenu une relation étroite avec Moscou, notamment parce qu'une grande part de leurs exportations de pétrole et de gaz continue de passer par la Russie. Mais, essentiellement, pour des raisons techniques et, surtout, financières, elles sont en train de réexaminer leur coopération avec les entreprises pétrolières occidentales, ce dont la Chine doit s'efforcer de profiter.

Dans ce but, Xie formule un certain nombre de propositions utiles à connaître :

1. accompagner la stratégie présente des pays d'Asie centrale dans le domaine énergétique et utiliser la position géopolitique de la Chine pour attirer la Russie dans un jeu qui consiste à y contrer le rôle des États-Unis et du Japon ;
2. mobiliser les grandes compagnies pétrolières chinoises afin qu'elles approfondissent leur coopération en matière d'exploitation mais aussi de construction d'oléoducs ;
3. utiliser les réserves chinoises en devises pour financer les projets de coopération énergétique, à l'image d'une « méthode » qui a déjà « montré ses avantages » (展现其优点, *zhanxian qi youdian*) au cours de la crise financière mondiale de 2008-2009 ;
4. mettre en place une diplomatie énergétique efficace en Asie centrale (y compris la région de la mer Caspienne) en y nommant un ambassadeur régional, à l'image des États-Unis, de la Russie et de l'Union européenne susceptible d'accroître, dans une zone pour le moins troublée

et compliquée, l'influence médiatrice de la Chine ;

5. établir rapidement une « stratégie culturelle et d'information en Asie centrale afin d'y contrer les « sentiments anti-chinois », sentiments attisés par les médias occidentaux. Bref, l'auteur propose une stratégie active et offensive.

Mais comme nous le rappelle un article récent de *Shijie Zhishi*, la situation énergétique en Asie centrale est en constant mouvement et la Chine doit demeurer attentive et alerte. En effet, le 11 décembre 2010, les présidents turkmène, afghan et pakistanais, le ministre indien du Pétrole et le gouverneur de la Banque de développement asiatique signaient un accord intergouvernemental relatif au gazoduc Turkménistan, Afghanistan, Pakistan, Inde (TAPI) et un accord d'achat-vente de gaz naturel. Ces accords prévoient la construction d'un gazoduc de 1 735 km pour un coût de 8 milliards de dollars américains. Une fois achevé, en 2013-2014, ce gazoduc devrait permettre au Turkménistan d'exporter 33 milliards de m³ de gaz vers ces pays, dont 5 milliards vers l'Afghanistan et 14 milliards à destination du Pakistan comme de l'Inde.

Ce projet est clairement destiné à aider ces trois derniers pays à satisfaire une partie de leurs besoins énergétiques. En 2015, la consommation indienne de gaz naturel devrait passer à 110 milliards de m³, contre 60 milliards en 2010 pour une production de 48 milliards, le reste étant importé. De même, le déficit pakistanais en gaz naturel est appelé à tripler entre 2015 et 2025 (100 milliards de m³ contre 28 milliards).

Le gazoduc TAPI est un projet ancien dont la première ébauche remonte à 1995 mais qui a été sans cesse repoussé en raison de l'instabilité politique en Afghanistan et dans le nord-ouest du Pakistan. Pour les auteurs,

ce projet présente plusieurs avantages. Tout d'abord, il permettra au Turkménistan de poursuivre la diversification de ses exportations de gaz. En effet, en 1998, un premier gazoduc à destination de l'Iran est entré en service, puis un second en janvier 2010, qui permet à ce dernier pays d'importer aujourd'hui 20 milliards de m³ par an. Mais des enjeux plus stratégiques sont à l'origine du TAPI. Un projet de gazoduc concurrent Iran-Pakistan-Inde, d'une longueur de 2600 km, est également en gestation ; cependant, Washington s'y oppose fermement tant que Téhéran continue de faire l'objet de sanctions internationales. En revanche, cet article note que les États-Unis sont très favorables au TAPI, qui leur permettrait d'atteindre « d'un seul coup de nombreux objectifs » (一石多鸟, *yishi duoniao*) : bloquer les exportations iraniennes de gaz, accroître les revenus de l'Afghanistan (frais de transit), et aider ce dernier ainsi que le Pakistan et l'Inde à régler leurs problèmes énergétiques ainsi qu'à stabiliser leur relation politique. Mais le TAPI renforce aussi la position des Américains par rapport à la Russie et la Chine : ce projet de gazoduc fait partie intégrante de la stratégie des États-Unis en Asie centrale.

Cela étant, les auteurs nous rappellent que deux types de problème restent à régler : le premier est la stabilité de l'Afghanistan et la sécurité des 735 km de gazoduc qui traversent ce pays. Le second est la capacité d'Ashgabad à satisfaire les besoins de tous ses clients présents et potentiels. Aujourd'hui, le Turkménistan produit 66 milliards de m³ de gaz, en utilise 16 milliards et en exporte donc 50 milliards. En 2010, il en a vendu 10 milliards à la Russie (contre 30 milliards habituellement) et 20 milliards à l'Iran. Néanmoins, en 2012, la Chine en achètera probablement 40 milliards. Si l'on ajoute à ce total, les 33 milliards exportés par le gazoduc TAPI, Ashgabad devra rapidement augmenter sa production. Cette capitale prévoit en 2030 de produire 230 milliards de m³ et d'en exporter

161 milliards (70 %). Le pari pourra-t-il être tenu ?

Cette dernière interrogation met en lumière à la fois les nouveaux enjeux et les incertitudes du « grand jeu » énergétique en Asie centrale. À l'évidence, la coopération énergétique entre la Chine et cette région est appelée à s'approfondir. Elle constitue aussi l'un des principales composantes du partenariat mis en place à l'ombre plutôt que dans le cadre de l'OCS. Néanmoins, les experts et le gouvernement chinois sont conscients de la complexité d'une donne et de l'ouverture d'un jeu en évolution permanente.



3. Pétrole contre investissements : pas de coopération au-delà de l'énergétique ?

MARIE-HÉLÈNE SCHWOOB

SOURCES :

- Zhou Lihua¹⁴, « Analyse de la sécurité des flux de capitaux entre la Chine et l'Asie centrale », *Eluosi Zhongya Dong'ou Shichang - Russian Central Asian and East European Market*, 2011, n°1.
- Ling Ji¹⁵, « La coopération économique et commerciale entre la Chine et l'Asie centrale : statut, problèmes et recommandations », *Guoji guanqia*, 2010, n°5.
- Yusufu Abulaiti¹⁶, « Explorer les possibilités d'accélération de l'intégration économique du Xinjiang et des cinq pays de l'Asie centrale », *Eluosi Zhongya Dong'ou Shichang - Russian Central Asian and East European Market*, 2011, n°2.

14 Zhou Lihua est professeur associé à l'Institut d'études financières de l'Université d'économie du Xinjiang.

15 Ling Ji est vice-directeur du département de coopération avec l'Europe au sein du ministère du Commerce.

16 Yusufu Abulaiti est professeur associé à l'Institut d'études financières de l'Université d'économie du Xinjiang.

- Zhou Panpan¹⁷, « Etude du développement du commerce frontalier au Xinjiang », *Hezuo jingji yu keji - Cooperative Economy & Science*, 2011, n°5.

- Li Xin¹⁸, « Internationalisation du yuan : la coopération financière entre pays membres de l'OCS », *Xuexi yu shensuo - Study and Exploration*, 2011, n°1

La coopération économique et commerciale entre la Chine et les cinq pays d'Asie centrale¹⁹ n'a cessé de progresser. Au cours des dernières années, les volumes échangés ont connu une croissance annuelle de 40 %, pour atteindre un total de 18 à 20 milliards de dollars en 2010²⁰. Une progression qui, selon les propos officiels des deux bords, n'est pas prête de s'arrêter. Cette coopération économique, si elle est le vecteur d'enjeux cruciaux – particulièrement du point de vue de l'approvisionnement énergétique chinois – s'avère aussi constituer un poids financier important pour la Chine, qui en nourrit le développement.

La Chine a de nombreuses raisons d'encourager une coopération économique et commerciale avec les pays de l'Asie centrale. La principale raison évoquée par les auteurs concerne les questions d'approvisionnement énergétique. Les statistiques données par Yusufu Abulaiti prévoient que la demande s'ajustera à 80 % sur les importations d'ici

à 2020, contre 50 % en 2010. Selon Ling Ji, la Chine est entrée dans une période cruciale du point de vue de la coopération énergétique avec l'Asie centrale (能源合作进入关键期, *nengyuan hezuo jinru guanjianqi*). Les auteurs tentent néanmoins d'estomper l'image portée par le « paradigme de la menace pétrolière chinoise » (中国石油威胁论, *Zhongguo shiyou weixielun*). Selon Yusufu Abulaiti, les ressources énergétiques de la Chine et des pays de l'Asie centrale sont « complémentaires » : si ces pays disposent d'importantes ressources d'énergies fossiles et hydroélectriques, la Chine, de son côté, possède d'abondantes réserves de charbon dont elle peut faire profiter ses voisins.

Selon les auteurs, un autre des intérêts éprouvés sur ce dossier par la Chine concerne les potentialités en termes de marché de consommation. Actuellement, les pays d'Asie centrale rassemblent une population totale de plus de 60 millions de personnes. Selon Yusufu Abulaiti, la demande de différents équipements – équipements électroménagers et véhicules motorisés en particulier – est considérable, et le marché potentiel, par conséquent, est très prometteur. Les économies de la région, profondément affectées par l'éclatement de l'URSS, peinent à retrouver le niveau de l'économie planifiée, et manquent aujourd'hui de capacités industrielles capables de répondre à la demande interne en produits de consommation. L'industrie textile et les autres industries légères ont également pris du retard du point de vue de leur développement. Dans les secteurs de l'industrie légère et des biens de consommation, ce sont plus de 70 % des produits qui doivent parfois être importés. En somme, d'après l'auteur, le marché des pays de l'Asie centrale n'est pas pleinement développé et possède un potentiel considérable, susceptible d'être alimenté par l'industrie manufacturière chinoise, plus développée et économiquement avantageuse. Si les articles traitent avant tout de la coopération de la Chine

17 Zhou Panpan est professeur à l'Institut de commerce international de l'Université d'économie du Xinjiang.

18 Li Xin est chercheur au Centre d'études économiques de l'Institut de recherches de Shanghai.

19 Kazakhstan, Ouzbékistan, Kirghizstan, Tadjikistan et Turkménistan.

20 Ces estimations de Yusufu Abulaiti sont étonnamment basses comparées à celles du FMI, qui évalue le volume commercial entre la Chine et l'Asie centrale à 23 milliards d'euros en 2010 (approximativement 33 milliards de dollars) (IMF DoTS).

avec les cinq pays de l'Asie centrale, la Russie n'est pas pour autant mise à part. Il n'est pas possible, selon les auteurs, de négliger une population de 140 millions d'habitants, qui ajoute une masse considérable au marché Chine-Asie centrale – qui atteindrait alors plus de 1,5 milliards de consommateurs potentiels.

Le rôle de la Russie, si celle-ci est généralement mentionnée en filigrane dans ces articles, apparaît comme déterminant dans la structure relationnelle de la région. Si la création de l'organisation de coopération de Shanghai (OCS) a joué un rôle fondamental dans le développement des relations économiques et commerciales, ses objectifs politiques – en particulier en matière de stabilisation des relations sino-russes – apparaissent ici plus clairement. Selon Yusufu Abulaiti, l'avantage politique est clair. L'établissement de l'OCS a permis la création de mécanismes institutionnalisés de coopération entre la Chine et les cinq pays d'Asie centrale. Mais, selon lui, la création de l'OCS signifie également que la Chine et la Russie ont « reconnu leurs intérêts respectifs dans cette région » et « établi un compromis au niveau des stratégies exercées par les deux pays dans la région centre-asiatique ». La Russie ne constitue donc pas qu'un marché de consommation potentiel ; celui-ci apparaît comme politiquement indispensable pour la bonne marche de la coopération économique et politique entre les pays d'Asie centrale.

Si l'objectif de stabilisation politique – et en particulier de stabilisation des relations Chine-Russie – est décrit comme acquis, le développement de la coopération économique, quant à lui, semble se heurter à

de nombreuses difficultés. Pour Zhou Lihua, les investissements ne sont pas sécurisés. Ils doivent en effet faire face au problème posé par le lourd endettement des pays d'Asie centrale, ainsi qu'aux risques créés par les variations des taux de change et des taux d'intérêt. Pour Ling Ji, les pays d'Asie centrale, souffrent également d'une instabilité politique et de l'influence des « trois fléaux »²¹ (« 三股勢力 », *sangushili*), qui peuvent mettre en danger les relations économiques et commerciales qu'entretient la Chine avec cette région. Par ailleurs, Jing Li considère que les pays d'Asie centrale font preuve d'un autoritarisme très centralisé à l'égard de leur politique de

coopération avec les pays étrangers. Cet autoritarisme, s'il peut permettre d'accélérer la prise de décision pour les grands projets de collaboration, soumet les entreprises étrangères à un risque important, ces dernières ne possédant aucun moyen de contrôle ou d'influence sur les décisions prises par les pays de l'Asie centrale.

Il s'agit donc de travailler activement à l'élargissement de la coopération économique,

dont le développement se heurte malgré tout à des inquiétudes importantes. À la base de cette coopération économique, l'énergie (pétrole et gaz naturel) et les matières premières (uranium, coton, minerai de fer, de cuivre et autres métaux non ferreux) constituent toujours l'essentiel des produits échangés. La Chine, « en retour », travaille à l'élargissement de ses investissements dans les domaines du transport, de l'électricité et des télécommunications, ce qui conduit Li Xin à parler de *daikuan huan shiyu* (贷款换石油, prêts contre pétrole). Pour Ling Ji, au-delà

21 Extrémisme religieux, séparatisme ethnique et terrorisme.

« La prise en charge du développement économique des pays d'Asie centrale semble peser sur la Chine, qui tente d'explorer de nouvelles sources de financement. »

des aspects énergétiques, il est dans l'intérêt de tous les pays de se concentrer sur le développement de l'ensemble des économies de la région. Il s'agit donc de se concentrer sur les investissements destinés à améliorer la stabilité sociale – mise à mal par les trois fléaux et le retard de développement des économies de l'ex-URSS – comme les infrastructures de transport ou d'approvisionnement énergétique. Les investissements chinois en Asie centrale sont considérables. En 2010, ces derniers s'élevaient à un total 10 milliards de dollars²². Des accords concernant plusieurs centaines de projets d'investissement direct avaient été signés, et de nombreux autres projets d'accords étaient en cours d'élaboration. Parallèlement aux investissements directs, des prêts sont également accordés par le gouvernement chinois aux entreprises qui « vont à l'étranger » (走出去, *zouchuqu*), ainsi qu'aux gouvernements des pays d'Asie centrale - qui redirigent ces finances vers les projets d'infrastructure, pris en charge par les entreprises chinoises.

Selon Zhou Panpan, il existe une réelle nécessité, pour la Chine, de soutenir les entreprises implantées en Asie centrale, en travaillant à l'amélioration de leur compétitivité et à la diversification des produits proposés (en faveur de produits à plus forte valeur ajoutée), mais aussi et surtout grâce à l'octroi de prêts et de fonds permettant de financer leurs activités. Pour Zhou Lihua, les entreprises chinoises ont profité des politiques d'encouragement des investissements étrangers mises en place par les pays d'Asie centrale pour développer un réseau de WOFE²³, co-entreprises et acquisitions. Afin de consolider cette « vague » d'entreprises chinoises qui s'exportent, la Chine se montre financièrement généreuse à leur égard. L'implantation des entreprises

chinoises ne heurte pas la sensibilité des pays d'Asie centrale lorsque les activités menées par ces sociétés concernent des projets d'infrastructure, garants d'une progression de la stabilité sociale. Des fonds de coopération bilatéraux, qui excluent explicitement le secteur des ressources énergétiques, ont été mis en place pour développer les infrastructures et le secteur industriel.

Mais les besoins de capitaux chinois se font plus pressants, et les aspirations à rattraper le « train rapide du développement économique chinois » (搭乘中国经济发展快车, *dacheng zhongguo jingji fazhan kuaiche*) plus urgentes. Après la crise financière, les demandes du Kazakhstan, du Kirghizistan et du Tadjikistan se sont faites plus insistantes. Le total des demandes de crédit pour des projets d'infrastructures atteignaient 16 milliards de dollars, pour le financement de 56 projets « prioritaires ». La prise en charge du développement économique des pays d'Asie centrale semble peser sur la Chine, qui tente d'explorer de nouvelles sources de financement permettant d'alimenter le développement de la coopération économique régionale. Selon Ling Ji, la Chine a prévu d'avancer 10 milliards de dollars pour « l'initiation » de la coopération économique permettant le développement de la région. Mais, pour Ling Ji, le maintien de la viabilité des fonds de développement dépend de l'élargissement des canaux de financement, auquel l'ensemble des parties concernées doivent réfléchir – et contribuer – ensemble. La réflexion doit passer par la poursuite des discussions sur la création d'un fonds de l'OCS, par la consolidation du rôle de l'organisation – afin d'attirer les institutions financières internationales – ainsi qu'au renforcement des banques commerciales de chacun des pays de la région. L'amélioration de ces différentes structures doit permettre, à terme, de créer un système de financement global permettant d'améliorer le niveau de développement et la stabilité de la région.

22 Sun Zhuangzhi, « Analyse des points de tension et tendances sécuritaires en Asie centrale », *Xinjiang shifan daxue xuebao*, vol. 32, n° 2, mars 2011.

23 Wholly Owned Foreign Enterprise.

Pour Li Xin, si les pays de l'OCS ont très durement subi l'impact de la crise financière, les leçons qui ont été tirées de cette dernière ouvrent de larges possibilités de coopération financière régionale. Il faut tout d'abord promouvoir la mise des entreprises des pays membres de l'OCS sur le marché financier chinois, et suivre ainsi l'exemple de la Russie – qui a commencé à rechercher des cotations sur le marché hongkongais afin de se prévaloir d'une dépendance vis-à-vis des financements occidentaux. La mise en place d'accords bilatéraux pourrait ainsi permettre le développement de deux centres financiers internationaux : Moscou et Shanghai. Par ailleurs, Li Xin suggère d'explorer les possibilités de coopération financière pour le secteur énergétique. Il souligne à ce sujet la complémentarité de la Chine – à fort besoin énergétique et par ailleurs riche en capital – et des autres États membres de l'OCS – dépendants des investissements chinois. Enfin, l'auteur suggère de promouvoir la coopération financière bilatérale et multilatérale entre les pays membres, à savoir : la coordination des politiques monétaires de banques centrales, la mise en place d'une plateforme régionale d'échange d'informations financières, l'établissement d'un système de surveillance et la création d'un système d'assistance en cas de crise financière. La création d'un système financier régional, s'il peut paraître encore éloigné, apparaît dans les esprits comme le ciment de la stabilité régionale et de la reconnaissance internationale.



4. L'instabilité politique du Kirghizistan inquiète la Chine

MARTINA BASSAN

SOURCES :

- Jia Lihong, « L'importance du Kirghizistan et l'influence de sa situation actuelle sur la Chine », *Xinjiang daxue xuebao*, n° 38(6), novembre 2011, p. 91-96.
- Lu Gang, « Troubles au Kirghizistan : comment l'Organisation de coopération de Shanghai doit-elle agir ? », *Lianhe zaobao wang*, juin 2010.
- Pan Guang, « Troubles au Kirghizistan : le rôle de la Russie, des États-Unis et de l'Europe, et leur influence sur la Chine », *Xinjiang shifan daxue xuebao*, n° 31(4), décembre 2010.
- Zhao Huirong, « Les raisons cachées des troubles au Kirghizistan », *Dangdai shijie*, n° 8, août 2010, p. 23-25.

Depuis que, en avril 2010, des émeutes ont éclaté au Kirghizistan, entraînant la chute du président Bakiev et de son gouvernement, la situation d'instabilité politique a fait l'objet d'une attention croissante de la part de la communauté internationale. Le Kirghizistan avait déjà vécu en 2005 une « révolution

de couleur »²⁴, mais le changement n'avait pas permis de stabiliser la situation et de résoudre les conflits internes. L'idée partagée par la plupart des analystes chinois est que la Révolution survenue au Kirghizistan en 2010 doit être attribuée à la fois à des facteurs internes – inégalités et fragmentation sociale, stagnation économique et pauvreté, corruption et conflits ethniques –, et à des facteurs extérieurs : tant du point de vue de son étendue, de sa démographie que de ses ressources naturelles et énergétiques, le Kirghizistan ne constitue pas un des principaux pays de la région, cependant, sa position géographique centrale le place à l'intersection des enjeux géopolitiques des grandes puissances. Ce pays a pour particularité d'être le seul à accueillir sur le même territoire des bases militaires américaine et russe. Cet aspect est au cœur des réflexions et des inquiétudes des analystes chinois, qui se demandent surtout comment la Chine doit agir par rapport à ses intérêts stratégiques au Kirghizistan, à sa sécurité nationale, et à sa position d'État membre de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS).

Sous contrôle chinois depuis l'époque Han jusqu'à la fin de la dynastie Qing, le Kirghizistan a, du fait de sa position géographique, toujours représenté un grand intérêt stratégique pour la Chine. À présent, Jia Lihong²⁵ compte trois points principaux qui peuvent expliquer

24 Les révolutions de couleur est le nom donné aux mouvements de protestation antigouvernementaux non violents qui se sont développés dans les sociétés postcommunistes d'Europe centrale et orientale et d'Asie centrale. La révolution des Tulipes est le nom donné au coup d'État du 24 mars 2005 au Kirghizistan, qui renversa le président Askar Akaïev et son gouvernement après les élections législatives du 27 février et du 13 mars.

25 Jia Lihong (贾丽红) est doctorante en politique internationale à l'Institut d'études en relations internationales de l'Université Renmin, à Pékin. Ses recherches portent notamment sur les relations avec l'Asie centrale et les États-Unis.

l'importance de ce petit pays d'Asie centrale vis-à-vis de la Chine :

- *du point de vue de la sécurité traditionnelle*, le Kirghizistan est une porte d'entrée stratégique vers le Xinjiang : « Pour la Chine, la sécurité du Kirghizistan correspond à celle du Xinjiang, une menace pour le Kirghizistan est une menace pour le Xinjiang aussi (...) et, pour cette raison, la Chine doit défendre ce pays de toute tentative d'une autre puissance de l'occuper ou de le soumettre » ;
- *du point de vue de la sécurité non traditionnelle*, le Kirghizistan est au centre de la lutte chinoise contre le terrorisme, le sécessionnisme et l'extrémisme religieux²⁶, en particulier vis-à-vis des mouvements séparatistes présents dans le sud du Xinjiang. Ceux-ci, selon Jia, agissent « grâce à des encouragements et à des aides extérieures », pour obtenir la séparation du Xinjiang de la Chine et établir ce qu'ils appellent « la République du Turkestan oriental » (东突厥斯坦, *dong tujuesitan*). Jia n'hésite pas à indiquer certains pays occidentaux et la Russie comme étant les principaux partisans du mouvement séparatiste du Xinjiang à l'origine de plusieurs actes terroristes ;
- *du point de vue de la sécurité énergétique*, en lien avec la stratégie du gouvernement chinois de « diversification » de ses approvisionnements en énergie, l'Asie centrale commence à être regardée comme le « nouveau trésor » du

26 L'extrémisme religieux (宗教极端主义, *zongjiao jiduan zhuyi*), le terrorisme international (国际恐怖主义, *guoji kongbu zhuyi*), et le séparatisme (民族分裂主义, *minzu fenlie zhuyi*) sont plus généralement connus sous le nom des « trois fléaux » (三股势力 *san gu shi li*).

XXI^e siècle en termes de ressources énergétiques. Si l'on ajoute que la situation politique des pays africains et du Moyen-Orient, principaux fournisseurs de la Chine en pétrole, est très instable, de même que l'approvisionnement par la voie du détroit de Malacca, le Kirghizistan – bien que pauvre en réserves pétrolières – prend une importance certaine en tant que porte d'entrée en Chine du pétrole provenant du Turkménistan et d'Ouzbékistan.

Comment la Chine doit-elle alors agir face à la crise intérieure au Kirghizistan et à l'influence croissante de la Russie et des États-Unis dans la région ? Si l'on

considère les intérêts stratégiques de la Chine au Kirghizistan et sa proximité avec le Xinjiang, « la Chine ne peut pas rester assise à regarder sans rien faire », écrit Lu Gang²⁷. D'après Pan Guang²⁸, la seule ligne politique envisageable pour défendre les intérêts chinois est de soutenir la stabilité et le développement du Kirghizistan, afin de favoriser la stabilité régionale et d'encourager de bonnes relations avec la Chine. En même temps, une attention particulière doit être consacrée à la question des bases militaires que la Russie et les

27 Lu Gang 陆钢 est journaliste au *Lianhe zaobao wang*.

28 Pan Guang (潘光) est directeur du Centre d'études sur l'Organisation de Coopération de Shanghai OCS (*Shanghai Cooperation Organization Studies Center*) et du *Shanghai Center for International Studies and Institute of European & Asian Studies* auprès de l'Académie des Sciences Sociales de Shanghai, ainsi que président du *Center of Jewish Studies Shanghai* (CJSS), et vice-président de la *Chinese Society of Middle East Studies*.

États-Unis ont établies dans le pays, et à leur influence sur les affaires intérieures.

Encore plus délicate et complexe est d'ailleurs la question de la place de la Chine comme membre de l'OCS. L'existence de l'OCS empêche la Chine d'agir unilatéralement au Kirghizistan ; Pékin doit nécessairement passer par l'Organisation pour défendre ses intérêts. Si l'OCS prend l'initiative et lance une intervention efficace au Kirghizistan, Pékin sera sans doute d'accord : la Chine respecte évidemment le principe de non-ingérence, mais « les principes doivent aussi être compris à partir de la réalité », souligne Lu. D'après le journaliste, si l'OCS en reste à des principes théoriques et n'agit pas, non seulement son prestige dans la région en

sera affecté, mais cela favorisera aussi des interférences extérieures.

Zhao Huirong²⁹ va plus loin quant aux tâches que l'OCS devrait prendre en charge :

- dans le domaine de la sécurité territoriale, l'OCS doit trouver de nouvelles méthodes de lutte contre le terrorisme, le sécessionnisme et l'intégrisme, en se penchant en particulier sur les activités de l'Organisation islamiste d'Ouzbékistan et sur l'influence d'Hizb ut-Tahrir³⁰

29 Zhao Huirong (赵会荣) est chercheuse à l'Institut de recherche sur l'Asie centrale, l'Europe orientale et la Russie auprès de l'Académie chinoise des sciences sociales. (CASS).

30 Groupe musulman fondé à Amman en Jordanie en 1953, le *Hizb ut-Tahrir* est né d'une scission des Frères musulmans. Ce mouvement opère aujourd'hui dans plus de 70 pays et compte plusieurs millions d'adhérents et de sympathisants à travers la planète.

« Si l'OCS en reste à des principes théoriques et n'agit pas, non seulement son prestige dans la région en sera affecté, mais cela favorisera aussi des interférences extérieures. »

dans le sud du Kirghizistan. Si la situation en Afghanistan devait s'aggraver parallèlement au retrait des forces des États-Unis et de l'OTAN, les groupes extrémistes religieux d'Asie centrale pourraient renforcer leurs relations avec les groupes terroristes d'Afghanistan ;

- *dans le domaine politique*, l'OCS doit renforcer la coopération entre les pays membres, promouvoir une confiance réciproque et sauvegarder la sécurité et la stabilité des pays membres ;
- *dans le domaine économique*, la stabilité et le développement du Kirghizistan nécessitent un soutien financier ininterrompu de la part de l'OCS, qui devrait pour cela définir un système d'aide approprié.

Pan, de son côté, souligne qu'il faut avoir à l'esprit que toute intervention de l'OCS au Kirghizistan ne peut qu'être limitée aux domaines économique et sécuritaire : étant donné qu'il ne s'agit pas d'une alliance militaire, la seule intervention de ce genre dans le cas d'une détérioration de la situation au Kirghizistan ne peut être envisagée que par l'ONU, en tant que représentant de la communauté internationale. Toutefois, selon l'interprétation que Pan fait de la « Déclaration conjointe de coopération du secrétariat de l'ONU et du secrétariat de l'OCS » d'avril 2010, toute action mise en œuvre par les Nations unies dans les territoires de l'Asie centrale ne pourra être mise en place qu'avec l'aval de l'OCS. Finalement, la Chine doit toujours être prête à réaffirmer sa position privilégiée en Asie centrale et en tant que membre de l'OCS. Elle ne peut pas permettre que d'autres puissances – notamment la Russie et

les États-Unis – soient trop influentes dans un territoire aussi important stratégiquement.

L'interférence de la Russie et des États-Unis dans les questions internes du Kirghizistan est considérée comme un élément capital dans le développement des mouvements intérieurs violents. Cela constitue un défi majeur que la Chine doit relever en adoptant une ligne politique adéquate pour défendre ses intérêts et ses frontières. Jia et Zhao font partie de ceux qui pensent que les politiques menées par les États-Unis et la Russie au Kirghizistan ont joué un rôle fondamental dans la crise intérieure. D'après Pan, l'absence de preuves selon lesquelles la Russie serait à l'origine d'un « complot en coulisses » n'empêche toutefois pas de constater avec certitude que le soutien fourni à l'opposition avait depuis longtemps comme objectif de renverser le président au pouvoir. Les États-Unis non plus ne peuvent pas cacher les contacts fréquents qu'ils ont eus juste avant la chute du gouvernement Bakaiev avec Roza Otounbaieva, chef de l'opposition qui devient présidente du gouvernement provisoire du Kirghizistan en avril 2010.

Cela dit, au-delà du rôle de ces deux puissances dans le déclenchement des troubles au Kirghizistan, il est intéressant, pour les analystes chinois, de se demander pourquoi, alors qu'après l'effondrement de l'URSS la Russie et les États-Unis sont en concurrence permanente pour gagner de l'influence en Asie centrale, ici, au contraire, les deux puissances se sont montrées « désireuses de collaborer et de coordonner leurs actions ». Cette situation, dans laquelle Zhang voit une « sympathie réciproque » (相互示好期, *xianghu shi hao qi*), et où Jia Lihong distingue plutôt une « gestion commune russo-américaine » (美俄共治, *mei-e gongzhi*), serait due à la volonté des deux pays d'empêcher que les tumultes politiques internes menacent leurs intérêts respectifs dans la région. Intérêts avant tout liés à leur présence militaire. Zhao remarque que, « dès

Actif surtout en Asie centrale, il est fortement réprimé par les régimes au pouvoir, comme au Turkménistan ou en Ouzbékistan.

que les premières violences ont éclaté dans le pays, la préoccupation principale des États-Unis et de l'OTAN a été la sécurisation de la base aérienne de Manas³¹ », à propos de laquelle les États-Unis ont à plusieurs reprises contacté le gouvernement intérimaire pour s'assurer de son maintien au service de l'OTAN dans le conflit en Afghanistan. Les Américains, ajoute Zhao, visent à renforcer leur présence militaire dans le pays afin d'obtenir encore plus d'influence dans la région. Cette stratégie leur permettrait non seulement de contenir l'influence régionale de la Russie et de la Chine, mais aussi de faire le lien avec leur politique à l'égard de l'Afghanistan, du Pakistan et de l'Iran. Pour Zhao, « l'idée qui circule depuis des années selon laquelle les États-Unis voudraient faire de la vallée du Fergana un axe de contrôle de l'Asie centrale et y transférer leurs forces militaires d'Afghanistan pourrait trouver de nouveaux fondements ».

Pour Jia aussi, la lutte américaine contre le terrorisme et les talibans afghans n'est qu'un prétexte : « Les forces militaires américaines ont déjà quitté d'autres pays de l'Asie centrale, alors que le Kirghizistan, qui n'a pas de frontière commune avec l'Afghanistan et qui a par ailleurs une énorme importance stratégique pour la Chine, est le seul pays où elles sont encore présentes ». Selon lui, la véritable intention des États-Unis est de « tenir tête à la

31 Le Centre de transit par Manas anciennement Base aérienne de Manas est une base militaire des États-Unis, située dans l'aéroport International de Manas, le principal aéroport du Kirghizistan, à 25 km de la capitale (Bichkek). Ouverte en 2001, elle est utilisée pour des opérations en Afghanistan. Depuis 2005, l'Organisation de coopération de Shanghai pressait Bichkek de fermer la base. Depuis la fermeture, en 2005, d'une base dans l'Ouzbékistan voisin, c'est la dernière base des États-Unis en Asie centrale.

Chine ». Mais celle-ci n'est de toute façon pas la seule à ne pas voir d'un bon œil la présence américaine : depuis 2001, le gouvernement du Kirghizistan et son homologue russe auraient essayé de persuader Washington de quitter le pays mais, jusqu'à présent, tous les efforts visant à la fermeture définitive de la base de Manas ont échoué. Les ambitions stratégiques de la Russie ne doivent pas être sous-évaluées non plus : d'après Jia, la base militaire russe établie au Kirghizistan est aussi un instrument qui vise directement la Chine, alors que Zhao, moins audacieux dans ses constats, inscrit les actions de Moscou dans un plan visant à sauvegarder le monopole de l'influence russe dans l'ex-territoire soviétique et à contenir plutôt les actions des États-Unis et de l'OTAN dans la région.

Enfin, en ce qui concerne le refus des deux puissances

d'aider militairement le Kirghizistan à réprimer la vague de violences, limitant leur intervention à l'aide humanitaire, Zhao et Pan sont d'accord pour affirmer que cela est lié à une réticence à trop s'engager dans les affaires internes du pays et, surtout, à la volonté russe et américaine de maintenir le statu quo de leur relations de coopération et d'éviter tout risque d'affrontement. Pour le dire autrement, mieux vaut accepter une cohabitation militaire où chacun sauvegarde ses intérêts, plutôt que de s'engager activement dans un conflit compliqué duquel il serait ensuite difficile de se sortir. Par ailleurs, si les États-Unis et la Russie accroissent leur présence militaire, cela intensifiera sans doute le niveau d'instabilité du Kirghizistan, avec des conséquences aussi sur les pays voisins, en particulier la Chine. « On peut affirmer sans problème que le pouvoir d'influence énorme des États-Unis et de la Russie au Kirghizistan

« Le pouvoir d'influence énorme des États-Unis et de la Russie au Kirghizistan représente une menace extrêmement grave pour la sécurité du Xinjiang chinois. »

représente une menace extrêmement grave pour la sécurité du Xinjiang chinois », conclut Jia.

REPÈRES

5. L'endettement des collectivités locales chinoises : les prémisses d'une crise ?

THOMAS VENDRYES

SOURCES :

- Huo Kan³² et Wang Changyong³³ ,
« Enquête sur le trou noir de l'endettement local », dossier spécial de la revue *Xin shiji – Nouveau Siècle*, n° 440, 7 mars 2011 :

- article 1 : « Enquête sur le trou noir de l'endettement local » ;
- article 2 : « L'émergence de l'endettement national » ;
- article 3 : « Les multiples têtes des institutions statistiques » ;
- article 4 : « Des germes de crise » ;
- article 5 : « À la recherche de politiques pour réduire l'endettement » ;
- article 6 : « Quelles voies pour le financement local ? »

Dans le contexte de la crise des *subprimes*, et face aux craintes récentes sur l'endettement des États occidentaux, la Chine apparaît comme un pôle de stabilité, dont l'état général

32 Journaliste.

33 Économiste, directeur de la Compagnie d'acier de Kunming.

des finances publiques fait plus envie que peur. Et pourtant, les problèmes de l'endettement des collectivités locales sont maintenant sur l'agenda politique des autorités centrales chinoises, car ils commencent à susciter une certaine inquiétude. Ainsi, le 23 juin 2010, à la suite d'une enquête de la Commission nationale d'audit (审计署, *shenji shu*), le directeur de cette structure, Liu Jiayi, a déclaré devant le Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire que l'endettement des autorités locales avait atteint une ampleur importante, que son remboursement pouvait déjà, dans un certain nombre de cas, poser problème, et qu'il créait donc un réel risque (article 4). Selon différentes projections et estimations, partielles et imprécises, les dettes des autorités locales chinoises s'élèveraient en effet aujourd'hui à plus de 10 000 milliards de yuans, soit 150 % de leurs recettes budgétaires annuelles.

Cet accroissement a été progressif (article 1). Encore très faible en 2000, l'endettement local croît d'abord nettement jusqu'au milieu des années 2000, pour atteindre 4 000 milliards de yuans en 2007. La politique de soutien budgétaire décidée face à la crise économique internationale en provoque ensuite une augmentation très rapide, jusqu'aux 10 000 milliards actuels. Cet endettement fait peser sur l'économie chinoise l'épée de Damoclès d'une crise de la dette, du type de celles qui ont frappé l'Asie du Sud-Est à la fin des années 1990 ou les pays occidentaux ces deux dernières années (article 1).

Au-delà de son niveau quantitatif, le problème essentiel de cet endettement est qu'il est à la limite de la légalité, et donc qu'il échappe largement au contrôle de l'État central. En effet, la loi budgétaire (预算法, *yusuan fa*) actuellement en vigueur n'autorise pas les gouvernements locaux à être en situation de déficit et donc à s'endetter (article 6). Un assouplissement de cette règle a pris place ces

deux dernières années (article 6) : dans le cadre du plan de soutien à l'économie mis en place pour faire face à la crise internationale, l'État a autorisé les autorités locales à emprunter 400 milliards de yuans, par l'intermédiaire du ministère des Finances (财政部, *caizheng bu*) ; c'est-à-dire que ce ministère a été habilité à émettre des titres de dette pour des fonds destinés aux autorités locales.

Si ces 400 milliards ne constituent qu'une partie minime de l'endettement effectif des gouvernements locaux, c'est que ceux-ci ont trouvé des moyens détournés de financer leurs déficits (article 2). En particulier, les « plates-formes d'investissement locales » (地方融资平台, *difang rongzi pingtai*) se sont multipliées. Ces sociétés d'investissement émettent des titres de dette, utilisés par les gouvernements locaux. Ces titres sont donc plus ou moins garantis par les autorités locales, et sont ainsi connus sous le nom « d'obligations quasi-municipales » (城投债, *chengtouzhai*³⁴). Selon une enquête menée par la Commission de régulation bancaire (监会, *yinjianhui*), les banques chinoises auraient prêté à ces plates-formes, mi-2010, près de 8 000 milliards de yuans (article 3).

Or ces plates-formes de financement commencent à éveiller une certaine défiance (article 4). L'agence de notation financière Lianhe a récemment placé les titres émis par deux d'entre elles sur la liste des notations sous surveillance (信用评级观察名单, *xinyong pingji guancha mingdan*), une décision très rare.

34 城投债 (*chengtouzhai*) est l'abréviation de 城市投资债券 (*chengshi touzi zhaiquan*), soit littéralement « emprunts obligataires d'investissement municipaux ». Ce sont des titres de dette qui ne sont pas officiellement, mais pourtant officieusement, émis et garantis par les autorités municipales pour pouvoir s'endetter. Ils sont donc maintenant traduits, en anglais, comme *quasi-municipal bonds*.

Un nombre croissant de collectivités semblent en effet faire face à des difficultés de remboursement (article 4). Le comté de Shache, dans la province du Xinjiang (莎车县), a constitué le premier exemple de défaut, fin 2009. L'enquête menée au cours du premier semestre 2010 par le Bureau national d'audit auprès de dix-huit gouvernements provinciaux, seize municipalités et trente-six comtés, a montré que pour respectivement sept, dix et quatorze d'entre eux, le montant de l'endettement dépassait les revenus fiscaux annuels (article 2). Et près de la moitié des autorités locales qui ont fait l'objet de l'enquête avaient dû rembourser leurs dettes par de nouveaux emprunts (借新还旧, *jìxīn huānjiū*). Tous ces symptômes identifient une situation difficile.

Conscient de la possibilité qu'éclate une importante crise du crédit, l'État chinois a d'abord décidé de mener une vaste campagne d'audit de ces dettes locales (article 1). Cette enquête a été formellement lancée par une circulaire du bureau général du Conseil des affaires de l'État (国务院办公厅, *guowuyuan bangongting*) le 13 février 2011, et ses objectifs précisés par un plan de travail publié à la même date. Elle a débuté le 1er mars 2011, et doit couvrir la totalité des gouvernements locaux chinois, au niveau provincial, municipal et des comtés. Si de telles campagnes existent depuis 1997, celle-ci s'en distingue par son ampleur. Tous les gouvernements, jusqu'au niveau du comté, doivent être inspectés, et tous les types d'engagement financier, notamment ceux contractés par l'intermédiaire des « plates-formes d'investissement locales », doivent être pris en compte. Tant le montant que la structure de ces dettes doivent être précisés, et des moyens de les contenir et

de les réduire doivent être identifiés. L'objectif de l'État central est de clarifier (清理, *qīnglǐ*) cet endettement, c'est-à-dire d'en avoir une vision complète et exhaustive, pour pouvoir ensuite le réduire (化解, *huàjiě*).

Si la volonté de l'État central de clarifier la situation des dettes locales est bienvenue, puisque leur ampleur et leur structure précises restent obscures, les moyens d'y remédier ensuite ne sont pas encore bien définis.

Une première mesure, déjà acceptée par l'Assemblée nationale populaire et actuellement en discussion au Conseil des affaires de l'État (article 6), serait de réviser la loi budgétaire pour autoriser les autorités locales à emprunter

directement, sans avoir à passer, comme c'est le cas actuellement, par le ministère des Finances. Il deviendrait ainsi inutile de recourir aux formes détournées d'emprunt, comme par les « plates-formes d'investissement locales », qui rendent aujourd'hui particulièrement difficiles l'identification et donc l'évaluation des situations financières locales. Même si les détails de cette modification de la loi budgétaire autorisant l'émission de dettes locales ne sont pas encore arrêtés, notamment en ce qui concerne le rôle de l'État central et les contraintes sur les finances locales et les modalités d'endettement, de premières expérimentations pourraient prendre place à court terme, selon un expert participant aux discussions sur la réforme de la loi budgétaire (article 6), certaines localités développées des provinces côtières se voyant autorisées à émettre directement leurs propres titres de dette, et lançant un processus progressif d'extension de cette nouvelle liberté.

« Les dettes des autorités locales chinoises s'élèveraient aujourd'hui à plus de 10 000 milliards de yuans, soit 150 % de leurs recettes budgétaires annuelles. »

Mais cette première mesure, bien que bienvenue, ne règle pas le fond du problème, à savoir les causes de cette croissance exponentielle des dettes locales. Brièvement mentionnées dans les articles qui constituent ce dossier de *Xin Shiji*, celles-ci ne font pas l'objet d'une étude approfondie, ni d'une attention particulière de la part de l'État central. Or, comme le note Ni Hongri, du centre de recherche sur le développement du Conseil des affaires de l'État, cette crise de l'endettement local n'est que la manifestation d'une crise des finances locales (article 4). En effet, c'est lorsque l'État central a demandé aux autorités locales, en particulier dans les zones rurales, d'assurer un système d'éducation de neuf ans, universel et obligatoire (普九, *pujiu*), que les premières dettes locales sont apparues (article 1). Et depuis les années 1990, l'État chinois s'est engagé dans une politique de recentralisation de ses recettes fiscales et de contrôle strict des recettes budgétaires locales, tout en déléguant une grande partie de la fourniture des services publics et sociaux aux autorités locales. Les transferts des autorités centrales aux locales n'ont pas été suffisants pour couvrir les déficits qui sont ainsi peu à peu apparus. L'État chinois ne semble pas pour l'instant vouloir s'attaquer à ce problème, et bien que la révision annoncée de la loi budgétaire soit bénéfique, il est à craindre que celle-ci s'attaque davantage aux conséquences qu'aux causes.



6. La Chine au secours de l'Europe : « générosité bienveillante » ou « machiavélisme financier » ?

YANG CHAN

SOURCES :

- Ding Chun, « Pourquoi la Chine offre-t-elle du charbon à l'Europe par temps de neige ? », *Shehui Guancha - Social Outlook*, n° 2, février 2011, p. 53-55.
- He Zhicheng, « La crise de la dette européenne est un piège pour mener la Chine à la faillite », *Cajing wang*, 21 juin 2011.
- Shang Hao, « Yin Jianfeng : sauver l'euro, c'est sauver le modèle monétaire multipolaire », *Huaxia Shibao - China Times*, 7 janvier 2011.
- Yin Zhongli, « La dette souveraine européenne peut servir d'opportunité pour la Chine », *Zhongguo Shichang - China Market*, n° 29, 2011.
- Zhao Boying, « Continuant à promouvoir la diplomatie européenne, la Chine développe le partenariat stratégique sino-européen », *Dangdai Shijie - Contemporary World*, n° 3, mars 2011, p. 12-17.

Depuis l'éclatement de la crise de la dette souveraine qui affecte en particulier les pays

situés à la périphérie de la zone euro, la Chine s'est déclarée à plusieurs reprises prête à acheter des obligations d'État européennes. Lors de leur visite officielle en Europe, à l'automne 2010, le Président chinois Hu Jintao et le Premier ministre Wen Jiabao avaient exprimé la préoccupation de la Chine vis-à-vis de la situation en Grèce, et s'étaient engagés, au nom de l'État chinois, à acheter une partie de la dette publique de ce pays, sans toutefois mentionner de montant. En janvier 2011, Li Keqiang, membre du comité permanent du bureau politique du PCC et Vice-Premier ministre, a encore confirmé, lors d'une visite en Espagne, l'intention de la Chine de continuer à acheter de la dette souveraine européenne. Dans le contexte actuel d'aggravation de la crise grecque, le ministère des Affaires étrangères chinois a réitéré le soutien de la RPC à l'Europe en précisant que la Chine ne cessait d'accumuler des obligations en euro depuis la crise financière de 2008. Le montant des achats chinois d'obligations d'État de la zone euro est estimé, selon certaines sources occidentales, dont Standard Chartered, à 650 milliards d'euros, un chiffre qui n'a jamais été confirmé officiellement par les autorités chinoises.

Les sentiments européens restent ambivalents quant à l'achat chinois des dettes publiques grecque, portugaise et espagnole : d'une part les Européens espèrent profiter du marché et des capitaux chinois pour redresser l'économie du Vieux Continent ; de l'autre, ils demeurent inquiets et sceptiques quant aux ambitions politiques chinoises que cacheraient cette générosité apparente ; pour certains, c'est même la souveraineté de l'Europe qui est en danger. Face à ces soupçons et à ces méfiances, les autorités chinoises, ainsi que de nombreux économistes, veulent donner l'image d'une Chine de plus en plus responsable et impliquée dans la conjoncture financière internationale, une posture qui correspondrait mieux à sa nouvelle

importance économique et financière. Selon Ding Chun³⁵, Zhao Boying³⁶, Yin Jianfeng³⁷ et Shen Jianguang³⁸ en particulier, c'est l'intérêt mutuel de la Chine et de l'Union européenne (UE) d'œuvrer ensemble au rétablissement économique des pays européens en difficulté. La crise de la dette souveraine européenne pourrait ainsi avoir des répercussions considérables sur l'économie chinoise, selon quatre axes en particulier :

- en premier lieu, de nouvelles politiques monétaires d'assouplissement quantitatif (量化宽松货币政策, *liànguāng kuānsōng huòbì zhèngcè*) engendrées par la crise, risqueraient d'introduire de l'inflation en Chine par le biais des importations ;
- ensuite, l'aggravation de la conjoncture économique en Europe – la première destination des exportations chinoises depuis 2005 – constituerait un choc négatif pour les exportations chinoises ;
- troisièmement, la crise est susceptible de déclencher une guerre des monnaies, accroissant la pression quant à l'appréciation du yuan ;
- et, enfin, le risque de dévaluation de l'euro ne serait pas une bonne nouvelle pour la sauvegarde des réserves de change chinoises, d'autant que la proportion des avoirs chinois en euro n'a cessé de progresser ces dernières années.

35 Directeur du Centre d'études européennes de l'Université Fudan, secrétaire général de la Société chinoise d'études sur l'Union européenne (CSEUS, Chinese Society for EU Studies).

36 Directeur du département de littérature et d'histoire de l'École du parti du comité central du PCC.

37 Directeur adjoint de l'Institut de recherche en finance de l'Académie chinoise des sciences sociales.

38 Directeur général et chef économiste de la société Mizuho Securities Asia, ex-économiste senior de la Banque de Chine.

Une majorité d'économistes chinois estiment que l'achat par la Chine de dettes européennes permet avant tout de protéger les intérêts économiques chinois. Un bon nombre de ces économistes insistent sur le fait que le risque et le coût de cette implication sont largement inférieurs à ceux de l'inaction. Tout d'abord, en termes d'échanges commerciaux sino-européens, Ding Chun explique que la Chine a intérêt à soutenir l'économie européenne pour maintenir le pouvoir d'achat des Européens, et donc l'importation de produits chinois. Ceci est crucial pour l'économie chinoise, qui dépend encore fortement du commerce extérieur. Zhao Boying rejoint l'opinion de Ding et prône en même temps un plus grand effort de la part de la Chine pour réajuster le déséquilibre commercial en favorisant les importations en provenance de l'UE. Cela contribue aussi, selon lui, à poursuivre l'importation de produits innovants, de technologies de pointe ainsi que de pratiques managériales avancées dont la Chine manque encore. Par ailleurs, cette offre de capitaux chinois pourrait faciliter les investissements des entreprises chinoises en Europe en contournant certaines entraves protectionnistes que celles-ci risquent de rencontrer à l'exportation (notamment des mesures non tarifaires comme les règles antidumping et antisubvention ou les normes techniques).

Dans une interview donnée au *Huaxia shibao* en début d'année au sujet de l'achat par la Chine de 6 milliards d'euros d'obligations d'État espagnoles, l'économiste Yin Jianfeng décrypte les intérêts financiers chinois. Yin rappelle que, selon les statistiques du FMI, le système monétaire international est dominé par le dollar, qui représente un peu moins de

70 % des réserves mondiales, alors que l'euro en constitue moins de 30 %. Jusqu'à la fin mars 2011, le bilan des réserves de change de la Chine s'élevait à 3 040 milliards de dollars³⁹, dont la majorité (environ 70 % selon certaines estimations) est libellée en dollars. L'annonce du « QE2 » (*Quantitative Easing 2*) par la Réserve fédérale américaine, le 3 novembre 2010, qui a conduit à une dévaluation compétitive du dollar, a porté un coup aux avoirs chinois.

« La réponse la plus adéquate à la crise de la dette européenne est d'accélérer le calendrier de l'internationalisation du yuan. »

En orientant alors une partie des investissements chinois vers les obligations européennes, la Chine bénéficierait non seulement d'une composition de portefeuilles plus diversifiée limitant les risques de pertes en cas de dévaluation, mais aussi d'une moindre dépendance vis-à-vis des bons du Trésor américains, aux rendements plus faibles.

Le soutien venant de la Chine renforcera aussi la confiance du marché international, maintenant la position de l'euro et limitant le risque pour la Chine d'une politique de monétisation de la dette. Cela revient à atténuer les pressions inflationnistes à l'intérieur de la Chine et à réduire, dans une certaine mesure, selon Zhao Boying, les pressions permanentes des États-Unis au sujet de la réévaluation du yuan. Cependant la majorité des experts chinois estiment que la véritable intention de Pékin est de contrebalancer la prédominance du dollar afin d'aboutir à un système monétaire mondial multipolaire ou « trépied » – constitué du dollar, de l'euro et du yuan (三足鼎立的国际货币体系, *sānzú dǐnglì de guójì huòbì tǐxì*). Or la crise des dettes souveraines actuelle, si elle est mal gérée, risque fort de menacer l'existence même de l'euro. Il en résulte que, tant que le yuan reste encore inconvertible à court et

³⁹ Source : l'administration d'État des devises étrangères.

moyen terme, le moyen le plus direct pour Pékin de parvenir à ce système en « trépied » est de continuer à soutenir l'euro.

L'engagement de la Chine vis-à-vis de l'Europe a également une dimension politique et diplomatique. Ding Chun souligne que la crise souveraine de la zone euro se produit dans un contexte de rapprochement sino-européen après une période de gel diplomatique, et de retour au pragmatisme de l'UE depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne. En soutenant la Grèce, le Portugal et l'Espagne, Pékin accomplit en effet un geste de solidarité envers la première économie de la zone euro, l'Allemagne, et se montre plus soucieux de son image et de son influence internationale. À la suite de la Chine, le Japon entend lui aussi acheter des obligations émises par le Fonds européen de stabilité financière. Zhao Boying dévoile l'enjeu sous-jacent de la stratégie chinoise qui consiste à construire un partenariat sino-européen et à rééquilibrer le triangle stratégique Chine - Europe - États-Unis vers un ordre international multipolaire. Bien que les autorités chinoises ne l'aient jamais avancé de manière explicite, pour de nombreux analystes comme Ding Chun ou Zhao Boying, la Chine pourrait être amenée à exploiter sa position de créancière pour exercer des pressions sur l'UE sur certains sujets sensibles tels que la reconnaissance du statut d'économie de marché de la Chine, la levée de l'embargo sur les armes à l'égard de la Chine, l'assouplissement des restrictions sur l'exportation des produits de haute technologie vers la Chine, et l'opposition au protectionnisme commercial vis-à-vis des produits et investissements chinois. Le Vice-Premier ministre chinois Li Keqiang a d'ailleurs clairement plaidé pour de plus grands efforts de la part des Européens lorsqu'il s'est entretenu avec Zapatero, Wulff et Cameron en janvier dernier.

De nombreux économistes soulignent les opportunités que la crise peut aussi apporter à la Chine, en particulier, une avancée vers l'internationalisation du yuan et la restructuration des secteurs de son économie. Shen Jianguang⁴⁰ est d'avis que, à long terme, la réponse la plus positive à la crise de la dette européenne est d'accélérer le calendrier de l'internationalisation du yuan. À cause de l'inconvertibilité de la monnaie chinoise et du contrôle des flux de capitaux, le yuan ne peut toujours pas devenir une monnaie de réserve mondiale. Malgré les nombreux problèmes des économies américaine et européenne, la Chine ne peut pour le moment que continuer à détenir des actifs en dollar et en euro et accumuler massivement des réserves de change. L'internationalisation du yuan pourrait diminuer les pertes causées par des dépréciations du dollar et de l'euro. D'autres économistes, comme Yin Zhongqing⁴¹, préconisent une plus grande diversification des investissements chinois en accroissant progressivement la proportion des réserves en matières premières, en particulier en métaux précieux, en pétrole et autres ressources énergétiques.

Yin Zhongli⁴² est lui aussi plutôt optimiste quant à l'opportunité que peut représenter la crise des dettes souveraines pour l'économie chinoise et propose en particulier deux mesures à court terme. Sur le plan de la politique extérieure, il conseille à Pékin de participer modérément mais positivement à la résolution de la crise souveraine européenne, afin de renforcer le

40 Shen Jianguang, « Les Réponses chinoises face à la crise de la dette européenne », *Diyi caijing ribao*, 19 janvier 2011.

41 Zou Liang, « Yin Zhongqing : pour résister à la crise de la dette européenne, la Chine doit encore améliorer le mécanisme de taux de change », *Shanghai zhengquanbao – Shanghai Securities News*, 21 juin 2010.

42 Directeur adjoint du département des marchés financiers de l'Institut de recherche en finance, Académie chinoise des sciences sociales (CASS).

lien « affectif » avec l'Europe où le mouvement altermondialiste risque de s'intensifier avec l'aggravation de la crise des dettes grecques, menant à une montée du protectionnisme. Quant à la situation intérieure, il suggère que par opposition au QE2 des États-Unis et, éventuellement, de la zone euro, la Chine doit au contraire mettre en œuvre une politique monétaire restrictive et, en particulier, maintenir la pression sur la flambée des prix des actifs. Ceci va sans doute, dans un premier temps, conduire à l'appréciation du yuan, à une baisse des exportations, à des faillites d'entreprises et à une montée du chômage. Toutefois, Yin Zhongli insiste sur le fait que la Chine pourra saisir cette opportunité pour promouvoir une modernisation économique et une restructuration industrielle vers des secteurs à plus forte valeur ajoutée pour, ainsi, se préparer aux défis de la « réindustrialisation » des pays développés.

Mais tout le monde ne voit pas la vie en rose. Quelques voix discordantes se sont également élevées pour contester les mesures envisagées par Pékin, parmi lesquelles He Zhicheng, économiste senior de la Banque agricole de Chine. Celui-ci juge que la crise des dettes souveraines de la zone euro peut s'avérer être un piège pour mener la Chine à la faillite (欧债危机实际是做空中国的一条暗线, *ōuzhài wēijī shíjì shì zuòkōng zhōngguó de yītiáo ànxìàn*). Les pertes de la Bourse chinoise, en chute libre depuis mi-avril, sont concomitantes non seulement avec les prises de position des géants financiers qui spéculent sur le krach de la Chine, mais aussi avec la crise souveraine qui est en train de proliférer dans les pays européens en périphérie. Selon He, la Chine détient au moins 600 milliards d'euro de dettes européennes, dont 100 milliards d'euros d'obligations d'État émises par les PIIGS ⁴³. Si la crise

43 Un acronyme utilisé pour la première fois en 2008 pour désigner cinq pays de l'UE : Portugal, Italie, Irlande, Grèce et Espagne (Spain en anglais).

souveraine éclate vraiment (éventuellement déclenchée par un défaut de paiement de la Grèce), la Chine devrait alors subir une perte colossale associée très probablement à une explosion de tensions intérieures, aussi bien économiques que sociales et politiques. He paraît persuadé que la solution la moins coûteuse, pour résoudre la crise grecque, serait de faire sortir la Grèce de la zone euro. Or, le contexte actuel, dans lequel les dirigeants européens tentent désespérément de retarder l'inévitable, accroîtrait précisément, estime-t-il, la possibilité d'un atterrissage brutal de l'économie chinoise.

He constate aussi que lorsque certaines grandes institutions financières en Europe ont commencé à réduire leurs achats d'obligations grecques (jusqu'à environ 40 %, selon ses sources), Pékin continue en revanche à prêter de l'argent à Athènes. Pour He, seules deux mesures peuvent alors sauver l'économie chinoise : soit réduire urgemment l'achat des euro-obligations (*Eurobonds*) et obligations des PIIGS, soit ajuster la composition du stock en acquérant plus d'obligations allemandes ou d'actions des entreprises financièrement solides. Un autre économiste, Yu Yongding ⁴⁴, appelle aussi à la prudence et exhorte la Banque populaire de Chine à acheter davantage d'obligations notées AAA émises par le Fonds européen de stabilité financière.

44 Yu Yongding, « La Chine doit acheter des obligations du Fonds européen de stabilité financière », *Diyi caijing ribao*, 27 avril 2011. Yu est président de la Société chinoise de l'économie mondiale (CSWE China Society of World Economy) et membre de l'Académie chinoise des sciences sociales (CASS).



7. Dette, corruption, insécurité... L'impossible réforme du ministère des Chemins de fer.

MARIE-HÉLÈNE SCHWOOB

SOURCES :

- « Le coût de la 'non-réforme' du ferroviaire », dossier *Xin shiji – Nouveau Siècle*, 7 mars 2011, n° 9.
- Ye Doudou, « Le ralentissement de la réforme de la sécurité publique des transports ferroviaires », *Xin shiji – Nouveau Siècle*, 21 mars 2011, n°11.
- Cao Haili, Yu Ning, Liang Dongmei, Bi Aifang, « Où mène le réseau de transports à grande vitesse ? », *Xin shiji – Nouveau Siècle*, 28 mars 2011, n°12.
- Sun Chunfang, « Focus sur la séparation du système de contrôle du réseau ferroviaire : de nouvelles vagues au sein du personnel des transports », *21 Shiji Wang*, 24 juin 2011.

Les contradictions internes du système de transports chinois sont autant de freins à son développement et mènent celui-ci vers une restructuration qui semble inévitable. Pourtant, la réforme stagne. Entre un ministère gangrené par la corruption et une dette accumulée faramineuse, les auteurs estiment que la réforme du système de transports atteint

aujourd'hui un stade critique. Postérieures à nos sources, les réactions virulentes à la collision de deux trains à grande vitesse dans les environs de Wenzhou le 23 juillet 2011 rendent d'autant plus actuel le débat présenté ici⁴⁵. Les progrès qui avaient été réalisés dans la séparation des diverses fonctions de gestion des infrastructures ferroviaires, jusqu'à présent entièrement assumées par le ministère des Chemins de fer, ont été mis entre parenthèses suite à la catastrophe du « 7.23 ». Ce sont pourtant ces évolutions, que nous analysons ici, qui donneront les clés de la transformation à venir du système de transports chinois.

Si la tendance à la réforme et à l'ouverture qui s'est dessinée depuis les années 1980 a eu un impact non négligeable sur le système des transports, les processus engagés ont été jusqu'à présent incapables de parvenir à une division du système de contrôle des infrastructures ferroviaires. Le ministère des Chemins de fer conserve aujourd'hui encore sa double fonction gouvernementale et entrepreneuriale, et reste à la fois chargé d'édicter les politiques et d'exploiter directement le réseau ferroviaire. Les systèmes de transport ferroviaire possèdent la caractéristique d'être des structures intrinsèquement monopolistiques tout en étant régis par des mécanismes de marché. L'objectif de la réforme consiste à diviser à terme le système de transports, et à créer ainsi deux entités : l'une, publique, assurant la gestion des infrastructures de transports, et l'autre, privée, se chargeant de l'exploitation de ces infrastructures (transport des passagers et des marchandises).

De nombreux problèmes résultent de cette non-séparation de la gestion du système de transports. La principale question soulevée dans les articles est celle de la corruption.

⁴⁵ « China's train crash : Curiouser. The angry response to the Wenzhou crash continues », *The Economist*, 6 août 2011.

D'après les auteurs d'un dossier sur la question paru dans le *Xin shiji* n° 9 de 2011, le ministère des Chemins de fer constitue le cas le plus grave du syndrome de concentration du pouvoir au sein d'une seule entité gouvernementale, mais aussi le cas où le monopole exercé est le plus extrême. Comme le déplorent les auteurs du *Xin shiji* n° 12, une « règle du «développement à la chinoise» a encore été vérifiée » (一个“中国式发展定律”再次被验证, *yi ge zhongguoshi fazhan dinglü zaici bei yanzheng*) : celle qui veut que, plus un projet d'infrastructure est guidé par des investissements gouvernementaux, plus les opportunités de corruption sont nombreuses. Sur des projets de l'envergure de ceux menés dans le cadre du développement des infrastructures de transports, il n'est pas rare, selon *Xin shiji*, que le budget excède le financement prévu à l'origine. Néanmoins, les auteurs soulignent que les projets sont menés de manière opaque, et que très peu d'investigations sont réalisées pour vérifier l'attribution des fonds.

Cette situation a mené à des cas graves de corruption, où un petit nombre de personnes du ministère touchent des sommes très importantes. En février 2011, l'affaire Liu Zhijun avait déjà ébranlé le milieu du transport ferroviaire. Démis de ses fonctions pour corruption, le ministre des Chemins de fer Liu Zhijun était alors le plus haut dirigeant à avoir été soumis à des investigations depuis des années, ce qui illustre la volonté du gouvernement chinois de lutter contre la corruption au sein du ministère. À la mi-juin, le directeur du Bureau d'administration ferroviaire de Nanchang (Jiangxi), Shao Liping, ainsi que le directeur du Bureau d'administration ferroviaire de Hohhot (Mongolie intérieure), Lin Fenqiang, ont également été limogés pour corruption, ce qui a déclenché un nouveau cycle de changement du personnel chargé de l'administration du système de transports, et rappelle que la lutte contre la corruption ne

pourra se faire sans que la réforme aboutisse à une réelle division de la gestion du réseau ferroviaire.

Selon Cao Haili, Yu Ning, Liang Dongmei et Bi Aifang, le problème de la corruption va généralement de pair avec celui de l'insécurité dans les transports. La nouvelle vague de réformes, destinée à restructurer les organismes chargés de la sécurité du transport ferroviaire, n'a pas amené d'avancées significatives depuis son lancement officiel en 2009. En décembre 2010, le bureau central de la Commission d'État pour la réforme du secteur public, la Cour suprême, le ministère des Finances et le ministère des Chemins de fer ont publié une déclaration conjointe qui demande la séparation entre le système juridique des transports et les entreprises de transport ferroviaire – le système juridique des transports étant alors intégré au sein du système juridique national. Cependant, le manque d'impartialité des organismes de sécurité publique persiste, et continue d'être dénoncé dans la presse. Ye Doudou donne l'exemple de l'affaire de janvier 2011, où les organismes de sécurité publique avaient tenté de faire passer pour un suicide le meurtre d'un étudiant retrouvé mort, couvert d'ecchymoses, dans la gare de Daqing (Heilongjiang).

Enfin, le problème de la dette accumulée par le développement accéléré du système ferroviaire chinois est soulevé avec insistance par les auteurs. D'après le rapport de la commission d'audit, la dette du ministère des Chemins de fer atteignait déjà, à la fin de l'année 2009, un total de 1 300 milliards de yuans, et son remboursement exigerait une dépense annuelle de 73,3 milliards. À l'origine du gouffre financier du ministère des Chemins de fer, Cao Haili, Yu Ning, Liang Dongmei et Bi Aifang dénoncent trois facteurs principaux : la rapidité, l'échelle et la modernité du développement du système de transports. Au cours des dernières années, la Chine

a construit et mis en service pas moins de 300 gares modernes, et alimenté le réseau ferroviaire avec les dernières technologies de transports. La Chine, ainsi, s'est dotée en quelques années d'un système qui laisse loin derrière elle « l'impression d'un pays dépassé, surpeuplé et désordonné qu'elle offrait au monde ». Selon certains, la Chine a fait un usage immodéré des technologies de transport à grande vitesse, créant des risques graves en matière de marché, de dette et de financement. À long terme, le développement des transports ferroviaires chinois, qui nécessite 50 milliards de yuans par an, fait face à un risque grave de pénurie de fonds. Les finances centrales ne suffisent pas à nourrir ce développement accéléré, et le déploiement du transport à grande vitesse repose déjà de manière importante sur les gouvernements locaux. Face à l'augmentation continue de la facture et à l'aggravation de la dette, Cao Haili se pose la question de savoir quelles autres alternatives seront possibles, sinon de faire payer, à terme, l'usager ou le contribuable. Selon Zhao Jian, professeur à l'Université Jiaotong de Pékin, cité par le *Xin shiji* de fin mars 2011, l'augmentation forcée du prix du transport pourrait même devenir une cause d'instabilité sociale.

À la vue de ces différents problèmes, la nécessité d'une réforme générale du système de transport apparaît clairement. Mais cette dernière tarde à devenir effective. En fin de compte, et comme le soulignent les auteurs de l'article du *Xin shiji* n° 9, la réforme est trop complexe, elle implique trop d'évolutions pour être aisément mise en œuvre. Elle comprend à la fois une réforme institutionnelle, une réforme du système de financement et

d'investissement, et une division des pouvoirs politiques (entre gestion des infrastructures et exploitation du réseau de transport).

Toutefois, l'article de Sun Chunfang apporte une lueur d'espoir. L'économiste en chef du ministère des Chemins de fer, Yu Bangli, a été démis de ses fonctions de directeur du Département des affaires financières et du Centre de règlement des fonds du ministère. Il conserve néanmoins ses fonctions d'économiste en chef au sein de ce ministère. D'après Sun, Liu Zhijun, avant sa destitution, avait créé des postes en surnombre qui entraient en concurrence pour exercer les mêmes fonctions. En parallèle, certains de ces postes cumulaient trop de responsabilités, et souffraient d'un manque de supervision. Le rôle de chef économiste du ministère consiste en réalité à superviser les finances du système des transports.

L'attribution de ce rôle à Yu Bangli entraînait ainsi en contradiction avec ses autres fonctions au sein du ministère, de directeur du Département des affaires financières et du centre de règlement des fonds. Cela revenait, pour Yu Bangli, à s'arroger la totalité du contrôle des finances des infrastructures ferroviaires. Un tel cumul allait contre le principe de division du mécanisme de gestion du système des transports. D'après l'article, la séparation des deux rôles autrefois assumés par Yu Bangli constitue un premier pas vers la concrétisation d'une réforme.

« Démis de ses fonctions pour corruption, le ministre des Chemins de fer Liu Zhijun était alors le plus haut dirigeant à avoir été soumis à des investigations depuis des années. »



8. L'État chinois forme ses cadres symboles d'ouverture

JÉRÔME DOYON

SOURCE :

- Lu⁴⁶, « Le retour des cadres non affiliés », *Liaowang dongfang zhoukan*, 18 avril 2011.

En mars 2011, a été rendue publique la nomination de Gan Lin, qui remplace ainsi Liu Fan, comme vice-directrice du Bureau national pour l'industrie et le commerce (国家工商行政管理总局, *guojia gongshang xingzheng guanli zongju*). Gan Lin est membre du Comité central permanent du Parti pour le bien public (致公党, *zhigong dang*). Liu fan, quant à lui, est vice-président du Parti pour la réforme démocratique (民革, *minge*). Ce sont donc deux personnalités n'appartenant pas au Parti communiste chinois (PCC) qui se succèdent à la vice-direction d'une administration centrale, fait suffisamment rare pour être noté. La pratique consistant à nommer des personnes n'appartenant au PCC à des postes d'importance est toutefois de plus en plus commune selon le journal *Liaowang dongfang zhoukan*, hebdomadaire shanghaien de l'agence de presse gouvernementale *Xinhua*.

46 Envoyé à Pékin pour *Liaowang dongfang zhoukan*.

Ils'agirait d'une des manifestations de la volonté croissante du pouvoir chinois d'accroître son assise sociale, d'élargir le « consensus » (共识, *gongshi*) dont la réalisation est de plus en plus vue comme une condition principale de la poursuite de la croissance. L'État-parti veut alors organiser un pluralisme politique limité afin de se légitimer, au point, nous allons le voir, de former lui-même une « opposition ».

L'hebdomadaire shanghaien nous rappelle que cette pratique consistant à confier des postes gouvernementaux importants à des personnalités des « partis démocratiques » ou non affiliées remonte en fait aux débuts de la RPC, bien qu'elle soit ensuite tombée en désuétude durant la révolution culturelle et les années qui suivirent.

Dès 1945, dans son texte intitulé « D'un gouvernement d'union » (论联合政府, *lun lianhe zhengfu*), Mao Zedong souligne sa volonté de collaborer avec des personnalités situées hors du parti pour la reconstruction politique du pays. En septembre 1949, s'ouvre la première séance plénière du comité consultatif politique national, les membres du PCC n'ont alors que 44 % des sièges, 30 % allant aux partis démocratiques et 26 % à des représentants des différents groupes sociaux constitutif de la nation, en particulier ouvriers et paysans, sans affiliation partisane officielle. Surtout, parmi les six vice-présidents de la RPC d'alors, trois n'étaient pas membres du PCC ; il en allait de même pour près de la moitié des membres du gouvernement central de l'époque. Il s'agissait alors de faciliter le processus de reconstruction nationale en intégrant des personnalités qui avaient joué un rôle important durant la période de guerre civile. Toutefois, lors du « mouvement antidroitiers » de 1957, la plupart de ces derniers furent désignés comme « droitiers » et destitués. En 1972, le renvoi de Fu Zuoyi⁴⁷ du ministère des

47 Fu Zuoyi fut un chef militaire du Kuomintang remarqué lors de la guerre sino-japonaise, il s'est

Ressources hydrauliques marque la fin du « printemps politique des non-affiliés » (党外人士的政治春天, *dangwai renshi de zhengzhi chuntian*).

Après la Révolution culturelle, l'implication politique des non-affiliés reste très marginale durant les années 1980. Il faut attendre 1989 pour que le Comité central du PCC publie un texte sur la question, intitulé « Opinion sur le renforcement et l'amélioration de la collaboration multipartite et du système de consultation politique sous le guidage du PCC » (关于坚持和完善中国共产党领导的多党合作和政治协商制度的意见, *guanyu jianchi he wanshan zhongguo gongchandang lingdao de duo dang hezuo he zhengzhi xieshang zhidu de yijian*), communément appelé « document 14 ». C'est la première fois qu'est utilisée l'expression de « partis de gouvernement » (参政党, *canzhengdang*) désignant d'autres organisations politiques que le PCC. Parallèlement, en mars 1990, le parlement soviétique, abroge le sixième article de la Constitution de l'URSS qui faisait du Parti communiste le cœur du système politique. L'influence des événements en URSS précipite la diffusion du document 14, dont une ébauche est publiée par *Xinhua*. Au moment de cette publication, toutefois, le Conseil d'État de la RPC ne compte que trois députés non affiliés au PCC.

Les évolutions viennent principalement avec un deuxième texte publié en 2005, intitulé « Opinion pour aller plus loin dans le renforcement du système de consultation politique sous le guidage du PCC » (关于进

rendu à l'Armée populaire de libération avec la garnison protégeant Pékin. Il a ensuite rejoint le gouvernement de la RPC.

一步加强中国共产党领导的多党合作和政治协商制度建设的意见, *guanyu jinyibu jiaqiangu zhongguo gongchandang lingdao de duodang hezuo he zhengzhi xieshang zhidu jianshe de yijian*), communément appelé « document 5 ». Selon Yuan Tinghua, à l'époque vice-directeur du premier bureau du Département central du front uni⁴⁸, un des points principaux de ce texte est de poser la participation au gouvernement de personnalités n'appartenant

« La solution, pour élargir le « consensus » politique en vue de légitimer le pouvoir, est de former les cadres et députés non affiliés au PCC. »

pas au PCC comme un élément fondamental du système de consultation politique sous le guidage du PCC. Le texte indique que les différentes institutions étatiques, des gouvernements de comté jusqu'au Conseil d'État, doivent dans la mesure du possible intégrer des personnalités non affiliées au PCC. Les gouvernements des différentes provinces, régions autonomes et

municipalités doivent alors compter une proportion « adéquate » de non-affiliés. C'est la proportion de représentants non membres du PCC au sein de l'assemblée populaire locale qui donne ce nombre « adéquat », car jugée représentative. Les représentants sont censés être élus localement sans lien direct avec leur affiliation partisane. Les limites de cette pratique paraissent évidentes, surtout quand on voit qu'entre 2003 et 2008, l'Assemblée nationale populaire ne comptait que 16,09 % de représentants n'étant pas membre du PCC⁴⁹. Bien loin de la règle théorique des 30 % mise en avant dans

48 Le premier bureau au sein du Département du front uni est en charge du lien avec les « partis démocratiques ».

49 Jean-Pierre Cabestan, « La nouvelle Assemblée populaire nationale et l'après- XVI^e congrès du PC en Chine », *Perspectives chinoises*, n° 76, mars-avril 2003, mis en ligne le 6 octobre 2006, consulté le 21 juin 2011, <http://perspectiveschinoises.revues.org/75>.

l'article par Yuan Tinghua. Les effets du « document 5 » se font toutefois rapidement ressentir, avec la nomination en 2007 de Wan Gang, vice-président du Parti pour le bien public comme ministre des Sciences et des Technologies et celle de Chen Zhu, non affilié, en tant que ministre de la Santé publique. Les personnalités hors PCC sont ainsi de plus en plus visibles au sein du pouvoir central. La même année, d'après Chen Xiqing, alors vice-directeur du Département central du front uni, les gouvernements de tous les échelons comptaient 31 000 cadres non affiliés au PCC, et le conseil d'État en comptait douze.

Selon Yuan Tinghua, le « document 5 » irait contre les deux principaux phénomènes qui affecte depuis les débuts de la RPC la participation politique des cadres n'étant pas membres du PCC : au sein des administrations, ceux-ci sont la plupart du temps cantonnés dans des poste d'adjoints (副职现象, *fuzhi xianxiang*) et d'experts sur des thèmes en périphérie du politique, sur la culture, les sciences et technologies, la santé publique ou l'enseignement (科教文卫现象, *kejiaowenwei xianxiang*). Selon Yuan, il y aurait certes des améliorations mais ces phénomènes restent prégnants. Les cadres hors PCC sont en général sélectionnés pour leurs compétences techniques et ainsi placé à des postes d'experts, d'autant plus que les « partis démocratiques » sont constitués à majorité d'universitaires et d'intellectuels. Le cantonnement des cadres hors PCC à des postes d'adjoint est plus complexe et structurant du système politique chinois. Comme le souligne l'auteur de l'article, une règle implicite veut que, afin de garantir le leadership du PCC, se sont forcement ses membres qui occupent les postes de « numéro un » (一把手, *yi ba shou*). Il s'agit de la principale limite aux évolutions possibles de l'implication politique des non-affiliés au PCC.

Une autre limite importante est liée, selon Yuan

Tinghua, au mode de promotion des cadres non affiliés. En passant d'un poste d'adjoint à un autre, ces derniers pourraient sauter des étapes et être promus très rapidement à des administrations à un échelon élevé, ce qui est très rare pour les membres du PCC. Pour illustrer ce phénomène, l'auteur de l'article prend l'exemple du cadre Pan Guangtian qui a été condamné pour corruption en avril 2003 et surnommé « le plus grand corrompu du Shandong » (山东第一贪, *Shandong di yi tan*). Selon l'auteur, l'attention donnée à ce cas à l'époque n'est pas due aux montants détournés qui, par rapport à d'autres cas, ne sont pas si élevés, mais au fait que celui-ci est un cadre de haut niveau, le plus haut cadre qui ait été arrêté pour corruption depuis 1949 au Shandong, et d'un non-affilié, celui au statut administratif le plus élevé ayant été arrêté pour corruption en Chine sous la RPC. C'est ce statut de non-affilié qui lui aurait permis de monter si vite, en six ans, à un niveau aussi élevé dans l'administration. Cet exemple illustre ce que seraient les limites de cette promotion rapide des cadres non affiliés, ils manqueraient ainsi d'expérience de la réalité et ne serait pas fiables pour d'importantes responsabilités.

Bien que, ces dernières années, le gouvernement central soit particulièrement attentif à la promotion des cadres non affiliés, subsistent, selon l'auteur, des problèmes de compétences et de capacité à être en prise avec la réalité. En particulier parce que le PCC a eu tendance, durant les dernières décennies, à « absorber la plupart des talents » (共产党吸收了大量的人才, *gongchandang xishou le daliang de rencai*). La solution, pour élargir le « consensus » politique en vue de légitimer le pouvoir, est alors de former les cadres et députés non affiliés. En 2010, le gouvernement central a ainsi publié un Compte-rendu sur la réforme et le développement entre 2010 et 2020 de la formation des députés non affiliés et un autre concernant la formation des cadres

non affiliés. C'est la première fois que de telles formations spécialisées sont organisées. Il s'agit de formations au « consensus », théoriques, et d'un travail sur les compétences des cadres et députés, pour remédier à leur manque de confrontation avec la réalité et les problèmes actuels. Selon Yuan Tinghua, ces formations prises en charge par le Département du front uni, les « partis démocratiques » et l'Institut d'étude sur le socialisme⁵⁰ sont très différentes de celles destinées aux membres du PCC dans les écoles du Parti, il ne s'agit pas d'une éducation dogmatique mais cette formation est fondée sur la discussion et la découverte de différentes fonctions au sein de l'administration, visant à exercer une « influence subtile » (潜移默化, *qianyimohua*) sur la manière de penser des cadres et non à les endoctriner.

Pour Yuan, la mise en place de ces formations sous la supervision du PCC est une nécessité dans la situation actuelle si l'on veut tendre vers un vrai système pluripartite sous le guidage du PCC. Les non-affiliés ne sont plus formés par la pratique comme à la fondation de la RPC où la guerre civile avait fait ressortir des personnalités compétentes qui avaient alors beaucoup apportés aux « partis démocratiques ». Dans les années 1950 toutefois ils étaient peu présents dans les administrations locales alors que l'objectif actuel est de les impliquer dès les plus bas échelons territoriaux pour construire un système en pyramide. Nous sommes ainsi face à un État chinois qui construit lui-même une diversité politique, en formant les cadres qui doivent symboliser son ouverture, bien loin de l'expérience de libéralisation politique taïwanaise.

50 L'Institut d'étude sur le socialisme est l'école des « partis démocratiques » dans le cadre du travail de front uni du PCC.



9. Ma Ying-jeou et l'économie : un bilan contesté

TANGUY LE PESANT

SOURCES :

- Éditorial, « Dans un an jour pour jour, le président Ma pourra-t-il entamer un second mandat ? », *Lianhebao - United Daily News*, 20 mai 2011, p. A2.
- Éditorial, « Ce que le président Ma doit faire pour s'assurer un second mandat », *Wangbao - Want Daily*, 20 mai 2011, p. A2.
- Li Hong-dian, « Ma joue la carte des résultats pour contrer une image d'incompétence », *Yushan zhoubao - Formosa Weekly*, 25-31 mai 2011, p. 32-33.
- Éditorial, « Attention, certains tentent de créer une "alliance entre les sphères économique et politique afin de parvenir à l'unification" », *Ziyou shibao - Liberty Times*, 18 mai 2011, p. A2.

Les journaux proches du gouvernement Kuomintang (KMT) ne le cachent pas, la réélection de Ma Ying-jeou à l'issue du scrutin présidentiel qui se tiendra le 14 janvier 2012 est loin d'être assurée. Le troisième anniversaire de son mandat a suscité une série d'éditoriaux révélateurs, qui tentent de cerner

les facteurs de la forte baisse de la popularité du président, élu triphalement en mars 2008, avec plus de 58 % des suffrages. Mais partisans et adversaires tirent des conclusions diamétralement opposées, notamment sur le bilan de la politique d'intégration économique des deux rives menée à marche forcée depuis l'arrivée au pouvoir de Ma Ying-jeou.

L'éditorial du *Lianhebao* fait d'emblée part de son scepticisme quant à l'avenir politique du chef de l'État. Après avoir rappelé que « presque tous les sondages » indiquent que la réélection de Ma Ying-jeou sera extrêmement difficile, il laisse entendre que Ma pourrait effectivement être privé d'un second mandat.. Cela, en dépit de la réalisation de ce que le journal présente comme les deux grandes promesses de campagne de Ma Ying-jeou : nettoyer l'appareil d'État de la corruption qui l'a gangrené sous Chen Shui-bian et réorienter les relations avec la Chine continentale. Le *Lianhebao* estime que Ma Ying-jeou a été particulièrement inspiré sur ce second dossier, parvenant à mettre un terme à « vingt années chaotiques dans les relations entre les deux rives » (近二十年的兩岸亂局, *jin ershi nian de liang an luanju*). Il a pris ses distances avec les positions défendues par Lee Teng-hui et Chen Shui-bian, dont les « manœuvres indépendantistes » avaient conduit à l'isolement croissant de Taïwan sur la scène internationale. À cette situation de tensions permanentes dans laquelle Taïwan était le plus souvent assimilé à un « fauteur de troubles », le gouvernement Ma est parvenu à substituer un cadre permettant un « développement pacifique » et une « coexistence mutuellement bénéfique » des deux rives. Ce cadre d'interaction est fondé sur quelques principes fondamentaux : le « consensus de 1992 » (九二共識, *jiu'er gongshi*)⁵¹ ; le maintien du

51 D'après le Kuomintang qui a forgé cette expression, ce « consensus » fait référence à l'accord auquel Pékin et Taipei seraient parvenues cette année-là, insistant sur le fait qu'il n'existe qu'une seule

statu quo dans le détroit grâce aux « trois non », c'est-à-dire le rejet par le gouvernement Ma de l'unification, de l'indépendance, et du recours à la force (不統、不獨、不武, *butong, budu, buwu*) ; une interaction entre les deux rives fondée à la fois sur la non-reconnaissance et le non-déni d'existence réciproques (主權互不承認／治權互不否認, *zhuquan hu bu chengren/zhiquan hu bu fouren*) ; et enfin la volonté d'inscrire l'île de Taïwan et les intérêts du peuple au centre des préoccupations et de l'action du gouvernement (以台灣為主／對人民有利, *yi Taiwan wei zhu / dui renmin youli*).

Selon le *Lianhebao*, ces principes ont permis de saisir « l'opportunité historique » que représente le développement de la Chine continentale pour Taïwan et ont abouti à la mise en place de vols directs entre les deux rives, à l'ouverture de Taïwan aux touristes venus du continent, à une « trêve diplomatique » entre Pékin et Taipei (外交休兵, *waijiao xiubing*), et à la signature d'un accord cadre de coopération économique (ECFA)⁵² et de quinze autres « accords bilatéraux ».

La politique économique du gouvernement Ma, étroitement liée aux nouvelles relations entretenues avec Pékin, est présentée elle aussi comme un indéniable succès.

Chine dont Taïwan et le continent font partie, mais que l'interprétation de cette « Chine unique » diffère de chaque côté du détroit. Cette position est depuis résumée par le KMT dans la formule « une Chine, différentes interprétations » (一中各表, *yi zhong ge biao*). L'opposition, menée par le Parti démocratique progressiste, rejette l'existence d'un tel consensus.

52 Il s'agit d'un accord de libre échange dont la portée est limitée, dans un premier temps, à une liste de biens (539 catégories de produits taïwanais, 267 du côté chinois) et de services qui bénéficient d'un accès facilité à l'autre rive du détroit, notamment grâce à une suppression des barrières douanières.

Au moment de sa signature, le 29 juin 2010, Taipei et Pékin annonçaient que cette liste équivalait à 16 % des exportations taïwanaises vers la Chine et à 10,5 % des exportations chinoises vers Taïwan.

L'éditorial s'appuie sur les conclusions du World Competitiveness Yearbook 2011 de l'IMD⁵³. Celui-ci attribue la sixième place à Taïwan dans son classement de la compétitivité des économies mondiales, soit une progression de deux places par rapport à 2010 et de sept places par rapport à 2008. Le titre de l'article qui est situé juste au-dessous de l'éditorial et présente les grandes lignes de ce rapport est sans équivoque : « Notre économie tient bon, selon l'IMD : la signature de l'ECFA contribue à la compétitivité ».

L'éditorial du *Wangbao* concède que la faiblesse des salaires, le coût de la vie, la hausse relative du taux de chômage et l'accroissement des inégalités de revenus laissent une partie de la population taïwanaise à l'écart des « dividendes de la paix dans le détroit » (台海和平紅利, *taihai heping hongli*). Mais il estime également que, outre le maintien d'une intégrité morale irréprochable et d'une incorruptibilité à toute épreuve, les plus grandes réalisations de Ma Ying-jeou sont à chercher dans la mise en place d'une politique de réconciliation des deux rives, et dans l'accroissement considérable de la compétitivité économique de Taïwan. La volonté d'ouverture a rendu possible un commerce entre les deux rives atteignant 150 milliards de dollars en 2010. Quelques chiffres – 10, 82 % de croissance en 2010, un taux de chômage réduit à 4,48 % au mois de mars 2011 contre 6,13 % en 2009, une progression de deux places pour terminer troisième de la région Asie-Pacifique au classement de l'IMD évoqué plus haut – permettent ensuite au *Wangbao* d'affirmer

« Ma Ying-jeou risque d'avoir bien du mal à se faire réélire, compte tenu de son impopularité et de la perte d'une partie non négligeable de l'électorat qui avait assuré sa victoire en 2008. »

53 Rapport publié quelques jours plus tôt par l'Institute for Management Development (IMD, Lausanne)

que l'administration Ma dispose d'un « bilan absolument magnifique ».

Pourtant, les deux editoriaux s'accordent à penser que Ma Ying-jeou risque d'avoir bien du mal à se faire réélire, compte tenu de son impopularité et de la perte d'une partie non négligeable de l'électorat qui avait assuré sa victoire en 2008. Pour le *Lianhebao*, trois facteurs pourraient conduire à la défaire de Ma en 2012. Tout d'abord, l'affaiblissement de ses soutiens. Si Ma est respecté pour son intégrité, l'exercice du pouvoir a en revanche brisé son image d'homme dynamique et entreprenant pour laisser apparaître celle d'un dirigeant perçu comme conservateur, manquant d'initiative et de créativité, voire incapable et faible. Quelques exemples sont ensuite cités – dont l'enlèvement, pendant plusieurs mois, du procès de l'ancien président Chen Shui-bian – pour souligner que Ma Ying-jeou manque en réalité d'autorité et de charisme lorsqu'il est nécessaire de faire avancer les dossiers importants.

Ensuite, le *Lianhebao* rappelle que Ma Ying-jeou ne bénéficie plus d'une opinion aussi favorable qu'en 2008 parmi les jeunes électeurs. Pour beaucoup, il paraît déjà usé par le pouvoir et n'a pas la « fraîcheur » de Tsai Ying-wen, la candidate du Parti démocratique progressiste (PDP)⁵⁴. Enfin, la défaite de Ma Ying-jeou pourrait être causée par l'intransigeance de l'opposition, campée sur ses positions indépendantistes. Celle-ci « déforme les faits » lorsqu'elle proclame que la politique

54 Plusieurs sondages vont dans le même sens et indiquent que Tsai Ying-wen jouit d'une confortable avance sur Ma Ying-jeou auprès des électeurs âgés de 20 à 29 ans. « Tsai Holds Small Lead over Ma in Presidential Poll », *Taipei Times*, 27 mai 2011, p. 3.

d'apaisement et de rapprochement des deux rives menée par le gouvernement équivaut à « vendre Taïwan » à la Chine populaire. Face à cela, le Lianhebao estime que Ma Ying-jeou ne sait pas communiquer sur le bien-fondé de ses décisions et sur la valeur de ce qu'il a accompli alors même que, reprenant la politique lancée par Chiang Ching-kuo vingt-trois ans plus tôt, il est parvenu à combiner le développement de relations pacifiques entre les deux rives et le renforcement de la démocratie. Et l'éditorial conclut que, même s'il n'est pas réélu, Ma Ying-jeou entrera dans l'Histoire car il a su se détacher totalement des politiques conduites par Chen Shui-bian et Lee Teng-hui. Il a construit un cadre propice aux relations entre les deux rives, qui ne pourra pas être dépassé et devra être repris par son successeur.

Pour le *Wangbao*, au contraire, « Ma Ying-jeou est pris dans le piège de "la dignité taïwanaise et du statut international [de Taïwan]" tendu par Lee et Chen et il ne parvient pas à s'en échapper ». Sa faiblesse réside dans le fait qu'il est constamment obligé de faire le grand écart entre sa politique de réconciliation avec le continent et la lutte pour l'existence internationale et la dignité de Taïwan. Toujours selon le *Wangbao*, plutôt que de suivre ses deux prédécesseurs qui « n'insistaient que sur la dignité formelle, sans tenir compte des réalités internationales », Ma Ying-jeou devrait s'inspirer de Chiang Kai-shek et Chiang Ching-kuo dont le pragmatisme a jeté les bases « du développement économique, de la poursuite d'une dignité nationale substantielle et de la création du miracle économique taïwanais ». Cela signifie qu'il faut prendre en compte la réalité de la situation de Taïwan et éviter des vagues inutiles sur la scène internationale, en reconnaissant notamment que l'appellation « Chinese Taipei » (中華台北, *zhonghua taipei*) est une solution de compromis.

Proches de l'opposition, le *Yushan Zhoubao* et le *Ziyou Shibao* portent un regard beaucoup plus critique sur les trois années du gouvernement Ma. Prenant le contre-pied des analyses développées ci-dessus et des conférences de presse organisées à l'occasion du troisième anniversaire de l'investiture de Ma Ying-jeou, ils dénoncent à la fois le tropisme panchinois de la politique économique de l'administration KMT et une présentation biaisée des résultats qui se limite à une perspective macro-économique néolibérale, mais ne tient pas compte des difficultés et des souffrances réelles de la population taïwanaise.

L'article de Li Hong-dian pour le *Yushan Zhoubao* donne une lecture critique des deux conférences de presse données par le Premier ministre Wu Den-yih (吳敦義) et par Ma Ying-jeou les 17 et 19 mai. Selon lui, les sondages montrent que la population est avant tout préoccupée par la dégradation de ses conditions de vie, ce qui explique pourquoi le gouvernement cherche désormais à communiquer non plus seulement sur le succès de sa politique d'apaisement des relations entre les deux rives, mais aussi sur ses conséquences économiques et sur le fait que l'ensemble des décisions adoptées et des accords signés avec le continent l'ont été dans le but de bénéficier à la population taïwanaise.

L'article revient, pour mieux les critiquer, sur les thèmes abordés lors de la conférence de presse et la discussion organisée entre Ma Ying-jeou et les étudiants de l'Université de Tainan⁵⁵. Insistant à plusieurs reprises sur les principes fondant l'action de son gouvernement, particulièrement lors des négociations d'accords avec la Chine

55 Le choix de cette université laisse penser que Ma Ying-jeou est bien conscient qu'il devra convaincre les électeurs du sud de l'île – qui ont massivement voté pour le PDP lors des élections municipales de décembre 2010 – et les plus jeunes des citoyens taïwanais s'il veut être réélu.

continentale – la souveraineté, les droits de l'homme, la protection de l'environnement et la « justice générationnelle » (世代正義, *shidai zhengyi*) – Ma Ying-jeou rejette les critiques de ceux qui l'accusent de « tendre vers la Chine et de vendre Taïwan », les mettant au défi de trouver un accord qui ne prenne pas Taïwan et les intérêts de sa population pour objectif premier. Il affirme que l'amour porté à l'île ne doit pas être l'apanage d'une minorité ou d'un parti politique, mais qu'au contraire « tous ceux qui ont grandi sur cette terre aiment Taïwan ». Ma présente ensuite les mesures destinées à améliorer les conditions de vie des Taïwanais (augmentation des allocations accordées aux agriculteurs retraités, mise en place d'une assurance vieillesse pour les ouvriers, réduction des frais de scolarité au niveau du lycée, allocations familiales, baisse du seuil de revenus ouvrant droit aux aides de l'État) ainsi qu'une série de projets d'infrastructures ayant pour but de redynamiser l'économie

« Les accords signés avec la Chine profitent essentiellement au gouvernement Ma, au Kuomintang et au monde des affaires. »

des régions du Sud tels que l'extension de la zone portuaire de Kaohsiung qui représente un investissement public de 263 milliards de dollars taïwanais (un peu plus de 6 milliards d'euros) et qui devrait créer directement et indirectement quelque 170 000 emplois. Au regard de l'ensemble de ces réalisations, Ma Ying-jeou se montre confiant. S'il concède que son gouvernement doit encore faire des efforts pour que les électeurs comprennent mieux son action, il estime qu'une part croissante de la population a conscience de ce qu'il a accompli. Le retour de la croissance économique et la baisse continue du chômage depuis le mois d'août 2010 viennent renforcer cette conviction. Et Ma de citer sa récente visite au Salon de l'emploi où il a été frappé par le fait que « ce sont les entreprises qui ne trouvent pas d'ouvriers et non l'inverse ».

L'article de Li Hong-dian reprend ensuite chacun des arguments développés par Ma Ying-jeou pour les détruire au moyen des critiques formulées par l'opposition. Nous ne nous intéresserons ici qu'aux aspects économiques. Aux chiffres présentés par Ma et les avocats du gouvernement Kuomintang, le PDP en oppose d'autres, qui laissent entrevoir une réalité socio-économique bien différente. En effet, si le taux de chômage a baissé, les conditions de travail se sont quant

à elles fortement détériorées au cours des trois dernières années. Au même titre que certains droits fondamentaux (liberté de rassemblement et d'expression, liberté de la presse), les droits des travailleurs n'ont cessé de reculer, les salaires baissent et les journées de travail s'allongent, ce qui a conduit à des cas de mort par épuisement et, de façon plus générale, à un accroissement de la catégorie des « travailleurs pauvres » (窮忙族, *qiongmang zu*), ces personnes qui ne peuvent vivre dignement des

revenus de leur travail. Toujours selon le PDP, cette catégorie sociale regroupe aujourd'hui 3,6 millions de personnes parmi lesquels plus de 720 000 sont en situation d'emploi précaire.

Les chiffres de la croissance et les classements du type IMD avancés par le gouvernement ne peuvent masquer une répartition de plus en plus déséquilibrée des richesses produites. Le PIB progresse certes, mais ce n'est pas le cas des salaires de la majeure partie de la population, ce qui aboutit au creusement de l'écart entre les plus riches et les plus pauvres. Les revenus de la frange la plus aisée de la population sont aujourd'hui 75 fois plus élevés que ceux des plus défavorisés⁵⁶.

⁵⁶ L'article du *Yushan Zhoubao* ne le précise pas, mais le calcul est effectué par le ministère des Finances à partir des revenus déclarés pour l'année

De plus, à ces inégalités croissantes, vient s'ajouter une mauvaise répartition de la richesse entre les générations. En effet, comme le souligne le porte-parole du PDP, Chen Chi-mai (陳其邁) les mesures adoptées par le gouvernement Ma ont conduit à une augmentation de la dette de l'État⁵⁷, 1,26 trillion de dollars taiwanais (30 milliards d'euros) en trois ans. Celle-ci atteint aujourd'hui 4,5 trillions de dollars taiwanais (environ 105 milliards d'euros). Cela incite Chen Chi-mai à demander si alourdir ainsi le fardeau de la prochaine génération peut réellement être assimilé à une forme de « justice générationnelle ». Allant dans le même sens, Huang Kun-huei (黃昆輝), président de l'Alliance pour l'unité de Taïwan (台灣團結聯盟, *Taiwan tuanjie lianmeng*), rappelle que l'île a le taux de natalité le plus bas du monde et pose la question suivante : « si une "justice générationnelle" existait vraiment, pourquoi la jeunesse de Taïwan aurait-elle peur de faire des enfants ? ».

Consacré aux deux tiers au volet économique, l'éditorial du *Ziyou Shibao* souligne également que, alors que Ma Ying-jeou promettait monts et merveilles durant sa campagne électorale avec le slogan « 6-3-3 » (une croissance annuelle de 6 %, un taux de chômage inférieur à 3 % et un PIB par habitant de 30 000 dollars américains) sa politique de rapprochement avec la Chine, et notamment la signature de l'ECFA, ont au contraire engendré un afflux de capitaux spéculatifs sur les marchés boursiers et immobiliers, contribuant ainsi à accroître l'écart entre riches et pauvres. L'éditorial cite ensuite un sondage effectué par Taiwan Think Tank (台灣智庫, *taiwan zhiku*), selon lequel 87,3 % des personnes interrogées estiment que la société taiwanaise souffre

de graves inégalités en matière de répartition des richesses, une forte majorité (58,1 %) considérant également que ces inégalités se sont accrues au cours des trois dernières années. En outre, 71,9 % pensent que la pression économique est aujourd'hui très forte dans le cadre de leur vie quotidienne. Là encore, une majorité (53,5 %) considère qu'elle est plus forte que trois ans auparavant.

Le *Ziyou Shibao* poursuit en affirmant que le gouvernement Ma n'a que faire des souffrances de la population, lesquelles vont probablement aller en s'aggravant avec la poursuite de la politique de rapprochement avec la Chine. Car, en définitive, les accords signés avec la Chine profitent essentiellement au gouvernement Ma, au Kuomintang et au monde des affaires alors que, pour le Taïwanais moyen, ils signifient une réduction des opportunités d'emploi et une diminution des salaires. Mais l'éditorial va encore plus loin. Selon lui, le véritable dessein de la politique économique de Ma Ying-jeou est de servir son projet « d'unification ultime » (終極統一, *zhongji tongyi*) en accélérant la constitution d'un groupe d'intérêts regroupant tous les acteurs – politiques et économiques – qui en tireraient profit. La libéralisation des échanges de part et d'autre du détroit, qui a pris une tout autre ampleur avec la signature de l'ECFA, vise ainsi à élargir cette « communauté d'intérêts politiques et économiques pour parvenir à l'unification » (促統政商共同體, *cu tong zheng shang gongtongti*) et à lui donner une plus grande puissance d'action et de persuasion. En même temps, le gouvernement Ma cherche à affaiblir les capacités de résistance des forces qui s'opposent toujours au dessein de l'unification en les marginalisant économiquement.

Outre les grandes divergences d'analyse quant au bien-fondé, pour Taïwan et sa population, de l'accélération de l'intégration économique des deux rives, ces quatre articles font

2010. Il compare les 5 % des foyers fiscaux qui se trouvent à chacune des extrémités du spectre de ces revenus déclarés.

⁵⁷ Elle n'inclut pas les dettes des gouvernements locaux.

apparaître deux lectures antagonistes du bilan de l'administration Ma. La première adopte une vision macroéconomique fondée sur les critères d'évaluation du monde de la finance et des grands investisseurs internationaux (multinationales, fonds de pension, agences de notation, etc.). Ce prisme néolibéral occulte complètement un aspect pourtant fondamental de la politique économique d'un État : la capacité de celui-ci à assurer une juste répartition des richesses produites. Cela peut expliquer pourquoi, mis à part une phrase au début de l'éditorial du *Wangbao*, les deux journaux proches du gouvernement refusent de donner une lecture sociale de l'affaiblissement du soutien accordé à Ma Ying-jeou.

L'opposition met en revanche l'accent sur les conséquences sociales des choix effectués par le KMT, mais il est probable qu'il s'agisse plus d'une manœuvre tactique que d'une véritable conviction. Depuis sa création, le PDP a certes poussé à l'adoption de mesures sociales telles que l'assurance maladie, mais les années Chen Shui-bian ont aussi engendré un accroissement sans précédent des inégalités. Les revenus des 5 % les plus riches étaient 32 fois plus élevés que ceux des 5 % les plus pauvres en 1998. Dix ans plus tard, lorsque Ma Ying-jeou accède au pouvoir, ils étaient 66 fois supérieurs⁵⁸. La campagne qui s'ouvre devrait nous dire si cette réaction tactique du PDP préfigure l'adoption d'une stratégie électorale non plus centrée sur les questions d'identité nationale, de souveraineté et de reconnaissance internationale, mais sur les questions économiques et sociales.

58 « Taiwan's Wealth Gap Widening », *WantChinaTimes*, édition en ligne, 1^{er} octobre 2010.

DÉCALAGES

10. Politique étrangère : revenir à la modestie

FRANÇOIS GODEMENT

SOURCE :

- Wang Jisi, « La question de la position internationale de la Chine et la maxime stratégique « Cacher ses talents et attendre son heure, tout en participant », *Guoji wenti yanjiu*, n° 5, 2011.

Quelle est la stratégie internationale de la Chine et, même, comment celle-ci définit-elle son identité stratégique ? Wang Jisi qui, de sa position à la tête du Collège des relations internationales et à l'École centrale du Parti, fait de plus en plus figure de « Raymond Aron » du régime chinois, répond indirectement à ces questions à travers un retour sur la célèbre maxime de Deng Xiaoping du « Taoguangyanghui, yousuo zuowei » (韬光养晦, 有所作为), généralement traduit par « Cacher ses talents et attendre son heure, tout en faisant des contributions » à la société internationale. Celle-ci est devenue le legs de Deng Xiaoping au grand livre des stratégies chinoises. Mais le surgissement de la Chine au rang de grande puissance a entraîné une mise en question fréquente de la formule, qui serait dépassée, soit par la nécessité de la Chine

de prendre ses responsabilités, soit par son succès qui lui permettrait de sortir du bois et de revendiquer sa force.

À l'évidence, l'article se place dans le contexte des interrogations, intérieures et étrangères, sur la nouvelle assertivité de la diplomatie chinoise en 2010. Wang remonte le fil de Mao, qui parla le premier de la nécessité de « contributions » internationales de la Chine, à Deng, qui établit la formule, pour arriver à Qian Qichen, le plus éminent des anciens responsables de la politique étrangère, qui la systématisa en 1995, et enfin, à Dai Bingguo, le responsable actuel. L'article de ce dernier, publié en décembre 2010⁵⁹, qui a constitué un coup d'arrêt aux déclarations toujours plus radicales des chantes du nationalisme ou de l'armée, constitue le point d'orgue de la réflexion. Avec, d'ailleurs, une « contribution » au moins linguistique de Dai, que relève Wang : la nécessité du retour à « la modestie et l'humilité », dont le goût s'était apparemment perdu au contact des succès économiques et internationaux de la Chine.

En ce sens, l'article de Wang Jisi est d'abord un marqueur idéologique au sein des débats du Parti, destiné à refléter une opinion collective, sans toutefois que les principaux dirigeants – et notamment le président Hu Jintao – n'y apparaissent en pleine lumière. Wang Jisi est aussi un bon bretteur politique, et il cite Mao pour mieux pourfendre la mentalité de Grand Bond en avant et l'orgueil irréaliste qui auraient de nouveau saisi la Chine, à partir d'un événement que la propagande officielle n'a pourtant guère mis en valeur : le dépassement par la Chine du PIB japonais, lui aussi acquis en 2010. Et Wang s'abrite sous la formule de Deng pour mieux avancer des

thèses en réalité libérales, non sans conserver une certaine ambiguïté.

Car, observe-t-il, toute vérité interne au Parti n'est pas nécessairement bonne pour ce qui lui est extérieur et en particulier pour la communauté internationale. Wang relève que la formule de Deng fut en son temps avant tout « un moyen d'unifier la couche dirigeante du Parti et de lui donner un principe directeur, ce dont bien peu d'administrations et de chercheurs se souviennent aujourd'hui ». Par implication, il faut comprendre l'ambiguïté de la formule – cacher ses forces, c'est aussi une ruse machiavélique pour accéder à la suprématie. Et cela, révélé sur le plan international, ne peut que susciter la défiance ou le ridicule. L'interprétation littérale de la formule n'est bonne à dire « qu'en famille », au sein du Parti ou d'une communauté chinoise qui « n'étale pas ses affaires à l'extérieur, qu'elles soient familiales, professionnelles ou nationales ». Et ce, d'autant plus que la phrase invite aujourd'hui à poser une question : puisque nous sommes désormais forts, pouvons-nous abandonner cette prudence dissimulatrice ? En n'interprétant pas la formule à l'usage des étrangers, on accentue les doutes des partenaires de la Chine.

Et, justement, les interrogations sur l'identité et le projet de la Chine sont naturelles, car il est rare qu'un pays change si vite de dimension et de place sur l'échelle internationale. D'où des incertitudes et des flottements, y compris en Chine, à l'égard desquels il faut être indulgent. Mais Wang va ensuite enfoncer le clou, et asséner les raisons pour lesquelles la Chine est loin d'être arrivée à une position de supériorité internationale. On y trouve des facteurs qui sont purement dans la veine réaliste, en termes de rapports de puissance. Mais aussi des causes beaucoup plus subjectives, qui nous ramènent à un diagnostic libéral sur les limites du système politico-étatique chinois.

59 Dai Bingguo, « La Chine persiste dans la voie du développement pacifique », 6 décembre 2010, <http://www.fmprc.gov.cn/chn/pds/ziliao/zt/dnzt/jianchizouhepingfazhandaolu/t774662.htm>.

Entre le réformisme et la fidélité au système, Wang Jisi ne choisit jamais.

Ainsi, le Japon reste au-devant non seulement grâce à son alliance avec les États-Unis, mais aussi en matière de niveau ou de qualité de vie, d'éducation et de culture. Sa cohésion nationale, la solidité de son système politique et sa stabilité sociale ont résisté à vingt ans de stagnation économique. L'Europe est réellement concurrente économique des États-Unis, y compris sur le plan monétaire, alors que le yuan chinois a bien du chemin à faire. Certes, la Chine est le plus fort des pays émergents, mais sans disposer d'une supériorité absolue. Elle est le phare des économies d'Asie orientale, au centre d'un quasi-régionalisme ; mais elle n'a pas conclu d'alliance militaire et des contentieux territoriaux l'opposent au Japon, au Vietnam et à l'Inde. Elle ne peut en rien diriger ou représenter l'Asie orientale, comme le Brésil, la France ou l'Allemagne le font dans leurs régions respectives.

Les infériorités subjectives sont aussi là. Pour le multipartisme, la démocratie et le séparatisme, la Chine a choisi une voie différente de l'Occident ou des grands pays en développement. Son système politique et idéologique pêche par rapport aux autres. Sur certains points il faut nuancer sa situation : elle a fait beaucoup de concessions – anti-prolifération, contre-terrorisme, liberté de circulation des marchandises et des capitaux, propriété intellectuelle, changement climatique – qui étaient autant de demandes des pays développés. Et elle accepte l'hégémonie du dollar. Elle participe et bénéficie des réformes du système international, mais subit les règles et les restrictions placées par les pays développés. Alors, dans un saisissant

raccourci à l'américaine de la pensée Deng Xiaoping, Wang Jisi adjure ses compatriotes de « rester cool, cool, et encore cool » (*yao lengjing, lengjing, zai lengjing*). Il dénonce les « quelques camarades » qui ont cru à un encerclement par les États-Unis, ont voulu mettre fin à la coexistence pacifique, à la politique des réformes et entrer dans un combat radical contre l'Occident, faisant de la Chine un « porte-drapeau » des émergents.

Toute thèse appelant ses nuances, Wang rappelle que poursuivre une politique prudente ne veut pas dire s'abstenir d'initiative ni ignorer que, en vingt ans, « la Chine a monté, l'Occident est descendu ». Mais Wang relève aussitôt que la montée de la Chine amène ses propres problèmes : comment se fait-il que le États-Unis, le Japon et l'Europe cumulent les difficultés, mais que c'est vis-à-vis de la Chine que la pression et les critiques internationales vont croissant ? La Chine est confrontée à des défis internationaux qui interagissent avec sa situation intérieure : il en va ainsi de la montée de la secte Falungong, de la sécurité d'internet et du séparatisme.

« Il est nécessaire de revenir à « la modestie et l'humilité », dont le goût s'est apparemment perdu au contact des succès économiques et internationaux de la Chine. »

Une limite actuelle du *taoguangyanghui*, c'est que la formule concernait l'attitude vis-à-vis des puissances. Or la Chine doit aussi parler aux « faibles » (弱小的国家, *ruoxiao de guojia*), parmi lesquels Wang range d'ailleurs l'Inde. Elle doit traiter de questions climatiques et financières, pour lesquelles la formule de Deng est inadaptée. Wang fait donc une proposition en deux points. D'abord, ne plus parler sur la place publique de cette formule, mais invoquer « la modestie et la prudence » (谦虚谨慎, *qianxujinshen*). Ici, Wang cite à la fois Mao pour

le 45^e anniversaire de la révolution de 1911⁶⁰, prônant à la fois la modestie et la participation internationale de la Chine⁶¹, et Dai Bingguo. Il défend aussi un rôle accru des ONG en Chine, et assure que la Chine ne peut remplir son rôle de membre permanent du Conseil de sécurité qu'avec une participation accrue de l'opinion publique chinoise.

Son second point consiste à expliquer plus clairement et précisément, y compris sur le plan géographique, la direction du développement et de la stratégie chinoise. « Dépasser les États-Unis et devenir une puissance hégémonique, c'est une chimère », selon Dai Bingguo. Wang Jisi y ajoute un commentaire de son cru, selon lequel le « rêve américain » est un mythe que s'est malheureusement appropriée la Chine. « Le réalisme, c'est de se dépasser soi-même ». Il faut aussi passer du stade où « on ne veut rien » à celui où on exprime « ce que l'on veut » sur le plan international. De la poursuite de la puissance à celle de l'innovation et de la contribution au monde, de la globalisation à la régulation, d'un monde multipolaire à un système de règles équitables.

Incontestablement, Wang Jisi a panaché une défense et une illustration de la prudence stratégique avec un plaidoyer plus libéral et plus ouvert, aux implications inévitables pour le système politique intérieur ; le camp de la modération en politique extérieure et celui des réformes intérieures ne se divisent pas, selon lui.

60 Dont, on le relèvera, le 100^e anniversaire sera célébré en octobre 2011.

61 Le moment précis où Mao s'exprime, à l'automne 1956, est celui où il se pense en réformateur du communisme, avant de basculer immédiatement dans celui des héritiers fidèles devant le spectre de la révolution hongroise...

21世纪网, *21 shiji wang*. Site internet de nouvelles économiques et financières du groupe de presse cantonnais Nanfang, entre autres propriétaires du *21 Shiji Jingji Baodao*.

财经网, *Caijingwang*. Site internet de la revue *Caijing* connue pour ses positions libérales sur les grandes questions d'actualité économique et financière. Le site a un contenu original.

当代世界, *Dangdai Shijie*. Revue du département de liaison du Parti communiste chinois, la structure en charge des relations extérieures avec les partis frères.

俄罗斯中亚东欧市场, *Eluosi Zhongya Dong'ou Shichang – Russian Central Asian and East European market*. Mensuel d'actualité économique spécialisé sur les Etats de l'ex bloc soviétique de l'Académie chinoise des sciences sociales, il a été fondé en 1996.

俄罗斯中亚东欧研究, *Eluosi Zhongya Dong'ou Yanjiu – Russian Central Asian and East European studies*. Bimestriel de l'Académie chinoise des sciences sociales (CASS) publié depuis 1981, il est spécialisé dans l'analyse de la situation politique, économique et militaire en Russie, en Asie centrale et en Europe de l'est.

国际观察, *Guoji Guancha – International Review*. Bimestriel associé à l'Université des langues étrangères de Shanghai centré sur les questions de relations internationales. Il a été fondé en 1993 et vise un public d'académiques et d'officiels.

国际问题研究, *Guoji wenti yanjiu*. Revue académique bimestrielle du Chinese Institute for International Studies (CIIS), qui dépend du ministère des Affaires étrangères, elle publie des articles de fond sur les questions

internationales et la politique extérieure chinoise.

合作经济与科技, *Hezuo jingji yu keji – Cooperative Economy & Science*. Bimensuel économique publié par le siège des coopératives d'approvisionnement et de commercialisation de la province du Hebei depuis 1985.

华夏时报, *Huaxia Shibao – China Times*. Initialement un quotidien économique fondé en 1989 par la China Disabled Persons' Federation, *China Times* a été transformé en 2007 en un hebdomadaire focalisé sur l'actualité financière. En trois ans il est devenu l'un des périodiques financiers les plus lus en Chine, très apprécié

pour ses analyses détaillées et ses reportages originaux.

经济师, *Jingjishi – L'Économiste*. Mensuel économique fondé en 1986 et lié à l'Académie des sciences sociales de la province du Shanxi.

科教导刊, *Kejiao Daokan – Le guide des sciences et de l'éducation*. Périodique publié tous les dix jours sous la direction de l'Association pour la Science et la Technologie de la province du Hubei. Il traite en particulier des sujets liés à la réforme de l'éducation nationale et à l'innovation des méthodes d'enseignement.

聯合報, *Lianhebao – United Daily*. Fondé en 1951, il est l'un des quatre plus grands quotidiens de Taïwan par son tirage et affiche des positions politiques pro-Kuomintang dans une langue élégante et parfois recherchée.

联合早报网, *Lianhe Zaobao Wang*. Site internet du quotidien d'actualité *Lianhe*

LA PRESSE DANS CE NUMÉRO

Zaobao publié par le Singapore Press Holdings, diffusé à près de 200 000 exemplaires. Il se distingue par sa neutralité, et ses riches informations sur la situation politique régionale.

瞭望东方周刊, *Liaowang Dongfang Zhoukan*. Hebdomadaire shanghaien de l'agence Xinhua, il traite des sujets internationaux et de sujets sociaux appréciés par la classe moyenne.

上海商学院学报, *Shanghai Shangxueyuan Xuebao - Journal de l'école de commerce de Shanghai*. Fondé en 2005 par l'Ecole de commerce de Shanghai, il s'agit d'un journal trimestriel qui propose des articles sur la comptabilité financière, la gestion d'entreprise et le commerce international.

社会观察, *Shehui Guancha - Social Outlook*. Mensuel de l'Académie des sciences sociales de Shanghai à destination d'un public d'intellectuels. Fondé en 2003, il aborde l'actualité politique avec une perspective historique et sociologique.

世界知识, *Shijie zhishi - Connaissance du Monde*. Revue bimensuelle fondée en 1934, elle est considérée comme le fer de lance du débat intellectuel.

旺報, *Wang Bao - Want Daily*. Quotidien taïwanais d'actualité appartenant au Groupe alimentaire Want Want. Fondé en 2010, le journal accorde une attention particulière aux relations entre les deux rives.

新疆大学学报 (哲学·人文社会科学版), *Xinjiang Daxue Xuebao (Zhaxue - Renwen Shehui Kexue ban)*. Revue trimestrielle de sciences sociales de l'Université de la province du Xinjiang. Elle a été fondée en 1973.

新疆师范大学学报, *Xinjiang Shifan Daxue Xuebao - Journal de l'Ecole normale de Xinjiang*. Revue universitaire bimestrielle en

sciences sociales fondée en 1980, elle est centrée sur le développement économique et culturel de la province.

新世纪, *Xin shiji*. Hebdomadaire de Hu Shuli, l'ex-rédactrice en chef de la revue *Caijing*. En janvier 2010, celle-ci s'associe avec le Centre de recherche sur la réforme et le développement de l'île de Hainan pour reprendre sa publication *Xin shiji* et poursuivre la tradition de libéralisme, d'analyses et d'enquêtes approfondies de *Caijing*.

学习与探索, *Xuexi yu tansuo - Study and Exploration*. Bimestriel de l'Académie des sciences sociales de la province du Heilongjiang fondé en 1979.

玉山周報, *Yushan zhoubao - Formosa Weekly*. Hebdomadaire taïwanais fondé en 2009 par l'ancienne vice-présidente de la République Lü Hsiu-lien.

中国市场, *Zhongguo Shichang - China Market*. Une revue emblématique d'économie financière, spécialement conçue à l'intention des économistes, des investisseurs et des dirigeants des divers départements d'État. Elle a été cofondée par 13 ministères et départements publics chinois en 1994, dont notamment la Banque Populaire de Chine, le Centre de recherche pour le développement du Conseil d'État (DRC), l'Administration d'État pour l'Industrie et le Commerce ainsi que le Ministère des Sciences et de la Technologie.

自由時報, *Ziyou Shibao - Liberty Times*. Quotidien de Taïwan, il soutient l'indépendance de l'île et la défense de l'identité nationale taïwanaise contre la Chine. Le quotidien anglophone *Taipei Times* appartient au même groupe de presse.

Bulletin électronique bimestriel d'**Asia Centre** sur la Chine, **China Analysis** commente l'actualité du monde chinois à partir de la presse écrite en mandarin. Seule publication en Europe à s'appuyer exclusivement sur des sources de langue chinoise, le bulletin présente des analyses originales exposant les points de vue de la République populaire de Chine, de Hong Kong et de Taïwan sur la politique intérieure et l'économie chinoises, les questions stratégiques en Asie, la vie politique taïwanaise et les affaires internationales.

Directeur de la publication : François Godement

RÉDACTION :

Rédacteur en chef : Jérôme Doyon

Auteurs : Martina Bassan, Jean-Pierre Cabestan, Yang Chan, Jérôme Doyon, François Godement, Tanguy Le Pesant, Marie-Hélène Schwoob, Thomas Vendryes.

FABRICATION et DÉVELOPPEMENT :

Directrice exécutive : Florence Biot

Diffusion, Secrétaire de rédaction (maquette) : Rozenn Jouannigot

Secrétaire de rédaction (relecture) : Olivier Bosc

Remerciements : Centre d'études français sur la Chine contemporaine (CEFC), European Council on Foreign Relations (ECFR)

COMMANDES ET ABONNEMENTS :

Version brochée :

abonnement 6 n°/an (TTC) : France 90 € - Reste du monde 96 €

commande par n° (TTC) : France 21 € - Reste du monde 22 €

Version électronique : sur demande / archives (depuis 2005) : www.centreasia.eu

© Asia Centre

71 boulevard Raspail,

75006 Paris, France

www.centreasia.eu

chinaanalysis@centreasia.eu

ISSN : 2101 - 0048